

**CONSEIL**

**Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 5-6 octobre 2021**

**TABLEAU DE BORD DE L'OCDE À L'APPUI D'UNE REPRISE POST-COVID-19 FORTE,  
RÉSILIENTE, VERTE ET INCLUSIVE**

(Note du Secrétaire général)

**JT03482001**

*Ce document est diffusé sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et ne reflète pas nécessairement les positions officielles des Membres de l'OCDE.*

1. Lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2021, Partie I, les ministres ont salué le rapport d'étape sur l'élaboration d'un tableau de bord de l'OCDE à l'appui d'une reprise forte, résiliente, verte et inclusive [[C/MIN\(2021\)4](#) et [C/MIN\(2021\)10/FINAL](#)]. L'élaboration du tableau de bord à l'appui de la reprise post-COVID-19 de l'OCDE (ou « tableau de bord de reprise ») s'est poursuivie depuis, en consultation avec le groupe de travail dédié, en vue de sa présentation aux ministres lors de la Partie II de la RCM 2021, les 5 et 6 octobre.

2. Suivant les conseils du groupe de travail, le Secrétariat a consulté le Comité exécutif (ExCo), le Comité des statistiques et de la politique statistique (CSSP) et cinq comités de substance (à savoir le Comité de politique économique (CPE), le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDRC), le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELSA), le Comité de la santé (HC) et le Comité des politiques d'environnement (EPOC)) afin de finaliser le tableau de bord de la reprise avant son lancement en octobre. Les délégués de ces comités de substance et le Comité exécutif (ExCo) ont été invités à commenter la proposition de tableau de bord de la reprise et son utilisation potentielle dans le contexte des produits et outils existants de l'OCDE et des éventuels travaux futurs de suivi des pays de l'OCDE. Le tableau de bord est globalement conforme à ceux utilisés dans les publications phares de l'OCDE (telles que les Perspectives économiques) sans fournir de recommandations spécifiques en matière de politique économique ou autre.

### Processus d'élaboration du tableau de bord

3. Lors de la RCM de 2020, les ministres ont invité le Secrétariat à « ... poursuivre les efforts engagés, sur la base des examens menés par les comités , pour construire un tableau de bord d'indicateurs qui pourrait possiblement comprendre aussi bien les mesures économiques conventionnelles que sont le PIB et l'emploi que des dimensions environnementales et sociales en rapport avec la durabilité, l'inclusion et le bien-être, dans le droit fil des Objectifs de développement durable ». [[C/MIN\(2020\)7/FINAL](#)].

4. Compte tenu des données statistiques requises, le CSSP a été invité à diriger ce travail et a suggéré la création d'un groupe de travail informel sur les indicateurs pour une reprise forte, inclusive, verte et résiliente [[WISE/CSSP\(2021\)3](#)]. Le groupe de travail a supervisé les travaux depuis février 2021. Quatorze experts de différents aspects des statistiques nationales, issus des offices statistiques nationaux (OSN)<sup>1</sup>, se sont portés volontaires pour participer au groupe de travail. Les buts principaux du groupe de travail étaient de :

- Donner des conseils sur la sélection des indicateurs, en évaluant les indicateurs candidats par rapport à des critères statistiques, notamment l'opportunité, la pertinence, l'interprétabilité, la réutilisabilité, la comparabilité et la précision des indicateurs, tout en reconnaissant que tous les critères peuvent ne pas être initialement remplis en raison des lacunes actuelles en matière de données et de mesures ;
- Identifier et développer des sources de données innovantes, notamment sur les dimensions non matérielles du bien-être et des inégalités, et sur les investissements dans les ressources qui déterminent le bien-être futur.

5. Cinq autres comités de substance de l'OCDE (EDRC, ELSA, EPC, EPOC et HC) ont été invités à participer au groupe de travail sur une base consultative, compte tenu de la nature horizontale de ce travail et du fait que le tableau de bord de la reprise pourrait être exploité par le biais de divers produits de l'OCDE pour évaluer l'efficacité des plans de relance des pays.

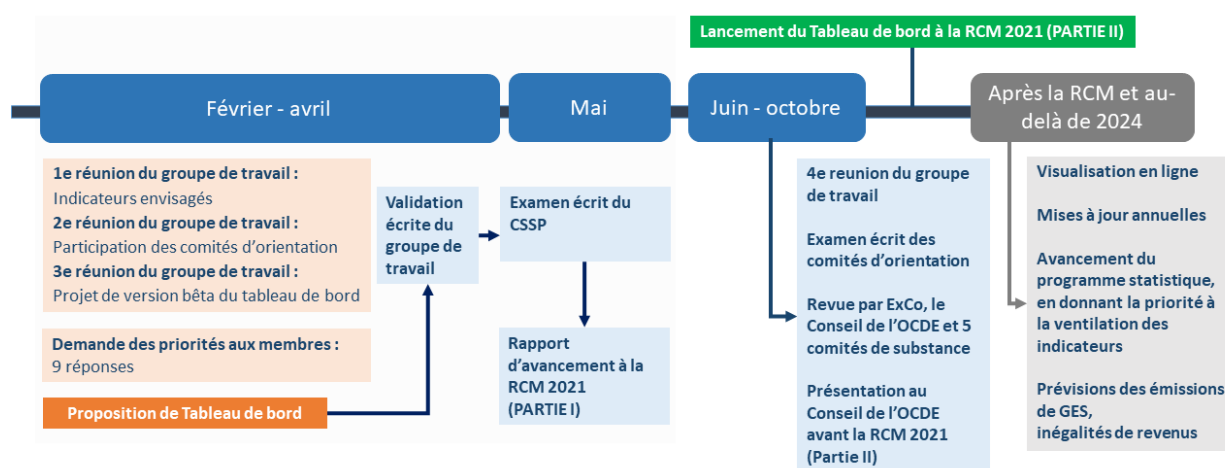
---

<sup>1</sup> Le groupe de travail comprenait des représentants des OSN de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la Colombie, des États-Unis, de la France, de la Hongrie, de l'Italie, du Mexique, des Pays-Bas, de la Pologne, du Royaume-Uni et de la Turquie, auxquels il faut ajouter Eurostat.

6. L'annexe présente les principaux résultats de ce groupe de travail dirigé par le CSSP, dont les travaux ont comporté quatre réunions virtuelles de février à juillet, ainsi qu'une consultation écrite sur le projet de rapport d'avancement [WISE/CSSP(2021)4]. Le Secrétariat a également présenté ces travaux à la réunion du CSSP en juin et au groupe de travail ELSA sur la politique sociale en mars [WISE(2021)2], ainsi qu'aux réunions de l'ExCo et Conseil en mai et en septembre avant la RCM de 2021 (Partie I et Partie II).

7. Dans ce processus de consultation, le groupe de travail a convergé sur la structure proposée pour le tableau de bord de la reprise, les indicateurs qui le composent, le contexte et le calendrier du processus menant à la RCM de mai et au-delà (graphique 1). Un rapport d'étape a été soumis et approuvé par le CSSP en avril. Les commentaires de 15 représentants du CSSP (par exemple, sur la nécessité de considérer ce tableau de bord comme un tremplin vers un outil de mesure plus permanent de la résilience, de limiter la charge pour les OSN et d'ajouter de plus en plus de granularité aux indicateurs) ont été intégrés dans le rapport d'étape révisé préparé pour les ministres en mai. À la suite de la discussion du Conseil du 19 mai 2021, le rapport d'étape [C/MIN(2021)4] a été favorablement accueilli par les ministres lors de la RCM de 2021 Partie I [C/MIN(2021)10/FINAL et C/M(2021)13, point 130, v].

**Graphique 1. Calendrier de l'élaboration du tableau de bord de la reprise**



8. À la suite de la réunion du CSSP et de la quatrième réunion du groupe de travail en juin, les délégués de cinq comités de substance (à savoir EDR, ELSA, CPE, EPOC et HC) ont été invités à commenter les applications politiques potentielles du tableau de bord de la reprise et de ses extensions dans le contexte des produits et outils existants de l'OCDE et des éventuels futurs travaux de suivi par pays de l'OCDE. La procédure écrite s'est déroulée entre le 16 juillet et le 20 août [C(2021)95]. En outre, le Secrétariat a préparé une version bêta de l'outil de visualisation, présentée lors de la réunion du Comité exécutif (ExCo) le 9 septembre 2021.

9. Les principaux résultats du dernier processus de consultation peuvent être résumés comme suit. Dans l'ensemble, le tableau de bord de la reprise a reçu un large soutien<sup>2</sup>, salué comme un outil pertinent pour les ministres, les décideurs politiques et un public plus large, permettant de suivre le déroulement de la reprise et de faciliter une comparaison significative entre les pays dans les quatre dimensions de la

<sup>2</sup> Lors de la dernière consultation par procédure écrite avec ExCO, le CSSP et cinq comités substantifs (à savoir EDR, ELSA, CPE, EPOC et HC), des réponses ont été reçues et prises en compte dans la révision de ce document de la part de : Bureau ELSA, Bureau EDR, Bureau du Comité de la Santé, Présidence et vice-présidence CPE/WP1, Allemagne, Australie, Autriche, Banque centrale européenne, Colombie, Commission européenne, Costa Rica, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Irlande, Corée, Lituanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.

reprise, en soulignant les forces et les faiblesses de divers pays sur les dimensions économiques, sociales et environnementales de leur trajectoire de croissance. La structure du tableau de bord, avec vingt indicateurs répartis en quatre dimensions, a été jugée appropriée pour communiquer les aspects clés de la crise en cours et de la reprise. Toute question spécifique, telle que la comparabilité entre les pays ou l'utilisation de statistiques non officielles et de nouvelles techniques de génération de données, doit être clairement signalée. Un soutien général a également été exprimé en faveur de l'inclusion d'indicateurs autodéclarés lorsqu'ils sont applicables et pertinents pour compléter les indicateurs objectifs (voir appendice 2), tout en attirant l'attention sur les différences qualitatives possibles entre les statistiques non officielles et officielles. Les suggestions visant à inclure des indicateurs supplémentaires seront prises en compte par le groupe de travail dans les futures mises à jour du tableau de bord<sup>3</sup>.

10. Il a été souligné que le tableau de bord actuel ne devrait pas être élargi pour inclure des *indicateurs politiques*, étant donné que ces derniers (et les recommandations politiques auxquelles ils servent de base) sont produits par les comités de substance, qui fournissent régulièrement des conseils politiques fondés sur des données probantes aux pays membres dans les domaines couverts par le tableau de bord. Plusieurs délégués ont fait remarquer que les travaux statistiques devraient à l'avenir privilégier une ventilation plus poussée des indicateurs (par exemple par sexe, pour les groupes défavorisés, par ethnie et par secteur industriel) et que le groupe de travail pourrait continuer à fournir des conseils statistiques, même après la présentation du tableau de bord aux ministres, en révisant la sélection des indicateurs à la lumière des nouveaux développements statistiques et des propositions des pays.

11. Concernant le *calendrier et la durée de vie* du tableau de bord, le tableau de bord fera l'objet d'un rapport une fois par an, à l'occasion de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM). Le tableau de bord devrait être considéré comme un produit dépendant de la situation, avec une clause d'extinction au bout de trois ans, et la présentation d'un rapport final au Conseil en 2024.

12. Suite à sa présentation au Conseil, le tableau de bord de la reprise sera présenté en marge de la RCM (Partie II) les 5 et 6 octobre (graphique 1). Au-delà de ce lancement, le Secrétariat envisage de faire progresser le programme statistique pour une amélioration continue du tableau de bord de la reprise à la lumière des commentaires des comités. L'ensemble des indicateurs actuellement inclus dans le tableau de bord pourrait être continuellement amélioré par le Secrétariat, sous la supervision du groupe de travail, en particulier pour les statistiques qui ne sont actuellement pas disponibles en temps opportun ou à un niveau de ventilation suffisamment détaillé. À la lumière des commentaires reçus par les comités, le Secrétariat fera un rapport sur le tableau de bord une fois par an, à l'occasion de la réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM), et de promouvoir sa diffusion grâce à un outil en ligne dédié, qui sera dynamique.

## Contribution et structure du tableau de bord

13. Le tableau de bord de la reprise est censé servir de référence aux pays membres pour évaluer les progrès réalisés dans leurs efforts pour reconstruire en mieux et renforcer la résilience systémique au lendemain de la pandémie. Le tableau de bord tient compte de la force des performances économiques, mais aussi des progrès réalisés pour reconstruire en mieux dans une perspective inclusive, verte et résiliente. Le tableau de bord vise à fournir une image de haut niveau des progrès réalisés sur les principales priorités de la reprise telles qu'elles sont définies par les pays, en complétant les données et les cadres de mesure existants de l'OCDE et en utilisant des processus statistiques consolidés et des

---

<sup>3</sup> Ce résumé des conclusions est basé sur la grande majorité des points de vue consensuels exprimés par les délégués, tout en prenant dûment note des commentaires spécifiques ou détaillés qui seront encore évoqués au niveau du groupe de travail pour rechercher la convergence de la majorité.

initiatives de données expérimentales<sup>4</sup>. Conformément aux indicateurs utilisés dans les publications phares de l'OCDE (telles que les Perspectives économiques), le tableau de bord n'a toutefois pas pour objectif de fournir des informations ou des recommandations spécifiques sur les politiques économiques ou autres.

14. Le tableau de bord de la reprise vise à suivre quatre aspects de la reprise en cours, à savoir si elle est forte, inclusive, verte et résiliente (voir l'annexe pour une liste détaillée des indicateurs). Elle prend en compte les dynamiques à court terme ainsi que les indicateurs structurels (une démarcation claire entre les deux est présentée dans l'appendice 1)<sup>5</sup>. Ces indicateurs fournissent le contexte dans lequel les efforts de relance doivent être évalués, en tenant compte des objectifs à long terme partagés par les pays membres (par exemple, les ODD et les objectifs de zéro carbone net d'ici 2050). Alors que les gouvernements sont confrontés à des défis politiques concurrents, par exemple en termes d'équilibre entre les résultats économiques et sanitaires, la réalisation de ces objectifs nécessite des informations complémentaires sur les changements structurels et systémiques que les politiques devraient envisager pour contenir la pandémie, prévenir les pertes d'emplois et stimuler les économies à long terme. Dans le même temps, la capacité des pays à se rétablir rapidement à court terme dépend de circonstances antérieures à la pandémie, et qui déterminent dans une certaine mesure les impacts socio-économiques des politiques. Pour ces raisons, le tableau de bord de l'OCDE à l'appui de la reprise post-COVID-19 associe des indicateurs de court terme (ou cycliques) directement liés à la pandémie et des indicateurs capturant les évolutions structurelles.

15. Le tableau de bord de la reprise de l'OCDE est structuré en quatre domaines :

- Le premier domaine (« reprise forte ») met l'accent sur la vigueur et l'étendue de la reprise économique, en s'appuyant sur l'ensemble d'indicateurs figurant dans les Perspectives économiques de l'OCDE et le rapport Objectif croissance<sup>6</sup>.
- Le deuxième domaine (« reprise inclusive ») s'intéresse aux répercussions de la crise sur les revenus et l'emploi des personnes les plus vulnérables et à la question de savoir si les mesures prises pour reconstruire en mieux visent à assurer une plus grande égalité au sein des économies et des sociétés, conformément aux orientations figurant dans les cadres de l'OCDE pour la croissance inclusive et sur la mesure du bien-être.
- Le troisième domaine (« reprise verte ») examine les progrès accomplis sur la voie d'une transition verte centrée sur l'humain, conformément au Programme international d'action sur le climat de l'OCDE [C(2021)120/REV1] qui consacre la méthodologie du système de comptabilité économique environnementale (SCEE) des Nations Unies. Même si la plupart des défis environnementaux sont

<sup>4</sup> Un certain nombre de cadres de l'OCDE existants éclairent l'élaboration du tableau de bord ; par exemple, l'ensemble standard d'indicateurs cycliques de l'OCDE, le rapport Objectif croissance de l'OCDE, le Cadre d'évaluation du bien-être de l'OCDE, le tableau de bord sur la croissance inclusive de l'OCDE, le tableau de bord élaboré par le Programme international d'action pour le climat de l'OCDE (IPAC), le tableau de bord de la Stratégie pour l'emploi de l'OCDE et l'initiative de l'OCDE Vers le numérique. Le tableau de bord de la reprise de l'OCDE est également aligné sur le tableau de bord de la Commission européenne (<https://ec.europa.eu/eurostat/cache/recovery-dashboard/>), mais en élargit le champ des pays au-delà des membres de l'UE, à des niveaux de ventilation plus détaillés pour un certain nombre des 27 indicateurs de la Commission européenne, notamment le PIB, la surmortalité, les immatriculations et les faillites d'entreprises, la qualité de l'air, la dette publique, le taux NEET et l'emploi.

<sup>5</sup> Une délimitation pertinente est fournie dans l'appendice 1 par une identification claire des indicateurs conjoncturels et structurels dans le tableau correspondant.

<sup>6</sup> Une ventilation plus poussée de l'indicateur de croissance du PIB par secteur (20 % supérieur et inférieur) est incluse pour illustrer comment la reprise peut différer selon les segments de l'économie, comme l'ont recommandé les comités de substance lors de la dernière consultation. En outre, les travaux futurs pourraient également porter sur le développement de signaux d'alerte précoce et d'indicateurs du secteur financier à haute fréquence, tels que les ratios de prêts non performants ou les indicateurs d'accès au financement.

considérés comme structurels plutôt que spécifiques à une pandémie (bien qu'il existe des liens directs entre la pandémie et la pollution de l'air, les émissions de GES, les déchets plastiques et d'autres problèmes environnementaux), ils nécessitent une action politique à court terme et il faudrait que les résultats s'améliorent rapidement afin d'atteindre les objectifs climatiques mondiaux ([OCDE, 2021](#)).

- Enfin, le quatrième domaine (« reprise résiliente ») s'intéresse aux facteurs qui auraient pu aider les pays à mieux résister à la crise et à se préparer aux crises futures. Il adopte une vision prospective de la reconstruction sur de meilleures bases, examinant la capacité d'absorption de chocs comme le COVID-19, ainsi que l'aptitude à s'adapter à de nouvelles conditions et à transformer structurellement en investissant dans différents types de capital, tout en prenant en compte les mesures prises à l'appui de la transformation numérique, de l'innovation et de la viabilité budgétaire<sup>7</sup>. La « dimension de résilience » du tableau de bord est la moins développée des quatre dimensions étant donné les lacunes de mesure existantes, et les comités ont été invités à poursuivre leurs travaux pour fournir des bases statistiques et conceptuelles plus solides dans ce domaine.

16. Les indicateurs proposés sont détaillés dans le tableau 1.

---

<sup>7</sup> Lors de la dernière consultation avec des comités de fond, deux délégués ont exprimé leur intérêt à envisager un indicateur lié aux échanges, en particulier dans le secteur des services.

## Tableau 1. Indicateurs du tableau de bord de la reprise

Thèmes et descriptions des indicateurs, organisés par dimension

Une reprise économique forte	
<b>Croissance du PIB<sup>8</sup></b>	Taux de croissance du PIB basés sur les données en volume corrigées des variations saisonnières, variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
<b>Total d'heures travaillées</b>	Quantité d'emplois en termes de volume total d'heures travaillées, % de variation par rapport à l'année précédente
<b>Revenu des ménages</b>	Revenu disponible réel des ménages par habitant (corrigé de l'inflation), indice, 2007 = 100
<b>Dynamisme des entreprises</b>	Nombre de créations et cessations d'entreprises, indice, 2007 = 100
<b>Risques sanitaires<sup>9</sup></b>	Surmortalité, % de variation de la mortalité hebdomadaire par rapport au taux de mortalité moyen dans la période entre 2015 et 2019
Une reprise inclusive	
<b>Inégalités de revenu</b>	Ratio quintile S80/S20 du revenu disponible des ménages*
<b>Sous-utilisation de la main-d'œuvre</b>	Nombre de chômeurs, d'inactifs qui souhaitent travailler et sont disponibles mais n'ont pas cherché de travail au cours des 4 semaines précédentes, et d'employés ayant travaillé moins d'heures qu'ils ne le souhaiteraient, en pourcentage de la population active, corrigé des variations saisonnières.
<b>Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif</b>	Proportion de jeunes (15-29 ans) sans emploi et sortis du système éducatif, en pourcentage
<b>Précarité financière*</b>	Proportion de la population jugeant difficile ou très difficile de vivre sur le revenu actuel du ménage
<b>Faible niveau de satisfaction à l'égard de la vie*</b>	Proportion de la population évaluant à 4 ou moins (sur une échelle de 0 à 10) sa satisfaction à l'égard de sa vie
Une reprise économique verte	
<b>Changement climatique<sup>10</sup></b>	Émissions de GES, tonnes d'équivalent CO <sub>2</sub> , par habitant
<b>Énergie verte</b>	Énergie renouvelable en % de l'approvisionnement en énergie primaire
<b>Consommation de matériaux</b>	Consommation nationale de matériaux, tonnes par habitant
<b>Couverture naturelle du sol</b>	Superficie totale des terres végétalisées naturelles et semi-naturelles, indice, 2004 = 100
<b>Exposition à la pollution de l'air extérieur</b>	Pourcentage de la population exposée à 10g/m <sup>3</sup> de PM <sub>2.5</sub>

<sup>8</sup> Le groupe de travail a envisagé d'utiliser la croissance du PIB par habitant, mais a opté pour la mesure de la variation hebdomadaire de la croissance du PIB afin de bien montrer les mouvements à court terme, et de la compléter avec un indicateur du revenu des ménages pour fournir une mesure du bien-être économique au niveau individuel. Étant donné que le PIB n'est généralement disponible que sur une base trimestrielle (les premières estimations n'étant généralement publiées que quatre semaines ou plus après la fin du trimestre), l'indicateur hebdomadaire de la croissance du PIB de l'OCDE le complète avec un indicateur haute fréquence en temps réel de l'activité économique utilisant l'apprentissage automatique et les données de Google Trends. Le groupe de travail a largement convenu de prendre en compte l'indicateur hebdomadaire (Woloszko, 2020<sup>[24]</sup>) exprimé en termes de taux de croissance du PIB en glissement annuel pour fournir une série opportune et cohérente de l'évolution du PIB, et le tableau de bord utilise également des taux de croissance du PIB trimestriels en glissement annuel, conformément aux Perspectives économiques de l'OCDE (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>).

<sup>9</sup> Des améliorations futures de cet indicateur pourraient être apportées pour mieux tenir compte des structures démographiques (par exemple le vieillissement de la société) dans son calcul.

<sup>10</sup> Le tableau de bord de la reprise est élaboré de manière à être cohérent avec les indicateurs IPAC de l'OCDE [C(2021)120/REV1], qui prennent en compte des sous-catégories d'indicateurs de niveau d'émissions de GES exprimés en termes de PIB et par habitant, afin de faciliter l'interprétation des résultats par rapport aux changements en pourcentage par rapport aux objectifs de contributions déterminées au niveau national (CDN) spécifiques aux pays. Alors que les pays peuvent avoir des préférences en matière de déclaration des émissions de GES compte tenu de leur empreinte carbone par habitant ou par PIB, l'objectif ultime aligné sur l'Accord de Paris sur le changement climatique est de parvenir à une croissance économique à moins forte intensité d'émissions avec une réduction globale des émissions totales de GES.

Une reprise économique résiliente	
<b>Dettes par secteur institutionnel</b>	Passif par secteur institutionnel (administrations publiques, sociétés non financières, ménages), en % du revenu ou du PIB de l'ensemble de l'économie
<b>Investissement</b>	Formation brute de capital fixe, actifs totaux et propriété intellectuelle, indice, 2007 = 100
<b>Couverture en haut débit</b>	Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile
<b>Confiance dans les pouvoirs publics</b>	Pourcentage de la population déclarant avoir confiance dans le gouvernement national
<b>Couverture vaccinale COVID-19<sup>11</sup></b>	Part de la population entièrement vaccinée contre le COVID-19

Note : pour les indicateurs d'inégalité des revenus et d'émissions de GES, des méthodologies de prévision immédiate sont en cours d'élaboration pour compléter les séries chronologiques à disposition par des estimations plus opportunes. Une ventilation par sexe est disponible pour les indicateurs de « Risques pour la santé », « Sous-utilisation de la main-d'œuvre », « Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif », « Précarité financière », « Faible satisfaction à l'égard de la vie », « Confiance dans le gouvernement ». \* désigne les indicateurs basés sur le Gallup World Poll. Les problèmes statistiques provenant de l'utilisation des données du GWP devront être résolus au cours du temps, notamment en les remplaçant par des données officielles alternatives lorsque celles-ci seront disponibles. L'investissement mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF) comprend les estimations de la FBCF du secteur public et du secteur privé. Dans le cas de l'Australie, il existe une exception car la ventilation de la FBCF ne couvre que le secteur privé, puisque les estimations de la FBCF publique par type d'actif ne sont pas établies sur une base trimestrielle.

## Prochaines étapes

17. Un rapport sur le e tableau de bord sera présenté au Conseil une fois par an, à l'occasion de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM). Le tableau de bord devrait être considéré comme un produit dépendant de la situation, avec une clause d'extinction au bout de trois ans et la présentation d'un rapport final au Conseil en 2024.

18. Ces mises à jour pourraient être communiquées aux ministres et offrir un cadre général à leurs débats stratégiques sur la reprise. Par ailleurs, les comités de substance pourront décider d'approfondir l'analyse des indicateurs et de les examiner au moyen d'applications et processus spécifiques (y compris le tableau de bord des éditions futures des Perspectives économiques et de l'emploi). Le tableau de bord peut se prêter à alimenter l'analyse supplémentaire spécifique à chaque pays qui peut être menée à leur demande dans le cadre des travaux des comités de substance, selon une approche plurielle des stratégies de relance. Bien que le tableau de bord soit conforme aux indicateurs utilisés dans les publications phares de l'OCDE (telles que les Perspectives économiques), il vise à donner un aperçu général des progrès réalisés par les pays en matière de reprise – sans fournir d'indications ou de recommandations spécifiques sur la politique économique.

19. Les indicateurs présentés dans l'annexe visent à renforcer le suivi de la reprise post-COVID-19 de manière cohérente, en utilisant les données et les cadres de mesure existants de l'OCDE. L'annexe identifie également un certain nombre de défis statistiques en ce qui concerne la mesure des quatre dimensions du tableau de bord dans lesquels les OSN pourraient progresser davantage.

<sup>11</sup> Le groupe de travail a considéré que la « couverture vaccinale COVID-19 » ou un indicateur connexe (par exemple, l'accès à la vaccination COVID-19), étant donné sa pertinence pour le renforcement de l'immunité de la population contre le virus, pourrait être inclus comme indicateur de résilience du système de santé dans ce tableau de bord, étant donné les différents niveaux de préparation des systèmes de soins de santé dans les pays de l'OCDE pour absorber le choc de cette pandémie. Sous l'égide du Comité de la santé, le Secrétariat a examiné un certain nombre d'indicateurs sur la qualité des soins, l'accès, les résultats en matière de santé et les facteurs de risque, mais les indicateurs de santé sont généralement limités par de longs délais. Il sera essentiel d'examiner en permanence la pertinence de l'indicateur de couverture vaccinale COVID-19, par exemple par l'analyse de la corrélation entre la couverture vaccinale et les cas confirmés par million de personnes. De plus, des indicateurs tels que les capacités des services de santé de base, les obstacles à l'accès aux soins de santé et l'occupation des lits pourraient être considérés comme des alternatives à la couverture vaccinale contre le COVID-19, si cela s'avérait nécessaire pour affiner le tableau de bord après son lancement lors de la Partie II de la RCM 2021.



20. Le tableau de bord de la reprise sera visualisé grâce à un outil dynamique dédié (basé sur des indicateurs) sur la page web de l'OCDE. En tant que tel, il soutient également le programme statistique de l'OCDE « sur le PIB et au-delà » et aide les pays à suivre leurs progrès au sens large. Compte tenu de la nature de haut niveau du tableau de bord, les notes qui l'accompagnent clarifieront le fait que les données qu'il contient doivent être interprétées avec les analyses thématiques et sectorielles existantes de l'OCDE (par exemple, le tableau de bord sur la transformation numérique, le tableau de bord sur la qualité de l'emploi et le tableau de bord IPAC).

# Annexe. Une illustration du tableau de bord de l'OCDE à l'appui d'une reprise post-COVID-19 forte, résiliente, verte et inclusive

## 1. Introduction

1. Ce tableau de bord d'indicateurs, provisoirement nommé tableau de bord de l'OCDE de la reprise post-COVID-19 (ou en abrégé : « Tableau de bord de la reprise »), est destiné à contribuer à l'évaluation de la vigueur ainsi que de la qualité de la reprise économique ; c'est-à-dire la mesure dans laquelle les pays réalisent leurs ambitions de « reconstruire en mieux ». En tant que tel, le tableau de bord de la reprise examine les dynamiques à court terme ainsi que les indicateurs structurels qui fournissent le contexte dans lequel les efforts de reprise doivent être évalués et tiennent compte des objectifs à long terme partagés par les pays (par exemple, les ODD et les objectifs de zéro carbone net d'ici 2050). Compte tenu de l'apport statistique requis, le tableau de bord de la reprise a été développé par un groupe de travail informel relevant du Comité de la statistique et de la politique statistique (CSSP), créé en février 2021<sup>1</sup>.

2. Le tableau de bord de la reprise proposé s'appuie largement sur le vaste corpus de données et de cadres de mesure de l'OCDE, afin de garantir une qualité statistique élevée et une cohérence générale avec les outils existants de l'OCDE. L'actualité et la périodicité élevée des informations ont été considérées comme des exigences critiques par le groupe de travail, afin de garantir que le tableau de bord puisse éclairer la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des plans de relance. À cet égard, le tableau de bord s'appuie en partie sur des approches statistiques en temps réel (par exemple des techniques de

---

<sup>1</sup> La première consultation du groupe de travail, en février 2021, a défini des objectifs et lancé une discussion de fond sur le cadre proposé et les critères de sélection encadrés par une liste initiale de données disponibles, d'indicateurs et de lacunes, et sur les initiatives nationales présentées par les membres du groupe de travail. La deuxième consultation du groupe de travail, en mars, a défini la portée, la structure et a mis à jour le tableau de bord des indicateurs proposés, et a lancé une discussion pour affiner la liste d'indicateurs. Le Secrétariat a informé le groupe de travail sur la politique sociale d'ELSA lors de sa réunion de mars, en s'appuyant sur une note d'information [\[WISE\(2021\)2\]](#). La troisième réunion du groupe de travail, en avril, a conduit les membres du groupe à s'accorder largement sur la structure, les indicateurs, le contexte et le calendrier proposés pour la RCM de mai et au-delà. En avril, le Secrétariat a soumis le « Rapport d'avancement sur le tableau de bord de l'OCDE à l'appui d'une reprise post-COVID-19 forte, résiliente, verte et inclusive » [\[WISE/CSSP\(2021\)4\]](#) au CSSP pour procédure écrite. Des corrections techniques ont été intégrées au rapport d'avancement révisé pour les ministres et discutées plus avant lors de la quatrième réunion du groupe de travail en juin. À la suite de la discussion du Conseil du 19 mai 2021, le rapport d'avancement [\[C/MIN\(2021\)4\]](#) a été accueilli favorablement par les ministres lors de la RCM [\[C/MIN\(2021\)10/FINAL\]](#) et [C/M\(2021\)13](#), point 130, v].

prévision immédiate) qui capturent en temps voulu les évolutions dans des domaines spécifiques (par exemple, les inégalités de revenus). Conformément à la vision de la Réunion 2020 du Conseil au niveau ministériel (RCM), le tableau de bord est globalement cohérent avec le cadre des ODD pour garantir que les efforts de relance accélèrent les progrès vers les objectifs politiques à moyen et long termes tels qu'ils sont résumés dans les ODD, tout en différant par le choix d'indicateurs spécifiques<sup>2</sup>.

3. Lorsque cela est utile et possible, le tableau de bord de la reprise apporte des informations allant au-delà des moyennes nationales, grâce à des données désagrégées portant sur différentes catégories de population, secteurs économiques et régions infranationales. Le tableau de bord peut évoluer et pourrait être complété par des indicateurs supplémentaires, si par exemple certains des indicateurs ne sont plus pertinents ou si de meilleures données sont disponibles. Les quatre dimensions (c'est-à-dire forte, inclusive, verte et résiliente) sont également considérées comme pertinentes dans le contexte post-COVID-19, bien que les défis spécifiques que ces dimensions doivent saisir puissent évoluer à l'avenir. Cela indique la nature évolutive du tableau de bord et l'ambition du groupe de travail de le réviser si de nouveaux défis émergent et/ou de meilleures données deviennent disponibles. Le tableau de bord fera l'objet d'un rapport une fois par an, à l'occasion de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM). Le tableau de bord devrait être considéré comme un produit dépendant de la situation, avec une clause d'extinction au bout de trois ans et la présentation d'un rapport final au Conseil en 2024.

4. Le tableau de bord de la reprise peut être appliqué de plusieurs façons. L'objectif principal du tableau de bord est de suivre les progrès de la reprise, en fournissant un point d'entrée pour comprendre les principaux défis auxquels les gouvernements sont confrontés dans le déploiement de leurs mesures pour reconstruire en mieux. Le groupe de travail a noté que les plans de relance stratégiques sont établis de manière à assurer une reprise économique équilibrée entre les secteurs, les travailleurs et les régions, tout en renforçant par ailleurs la résilience des systèmes économiques, sociaux et environnementaux. Les performances des pays selon les indicateurs pourront être suivies par un large public grâce à un outil dynamique dédié sur le site internet de l'OCDE. En tant que tel, le tableau de bord soutient également le programme statistique de l'OCDE « sur le PIB et au-delà » et aide les pays à suivre leurs progrès au sens large. Compte tenu de la nature de haut niveau du tableau de bord, il devra être interprété avec et complété par les analyses thématiques et sectorielles existantes de l'OCDE (par exemple, le tableau de bord Going Digital ; la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi ; le tableau de bord IPAC, etc.).

5. Les indicateurs du tableau de bord de la reprise sont pertinents pour les politiques publiques car ils mesurent les résultats que celles-ci peuvent façonner dans le contexte de reprise suite au COVID-19. Le tableau de bord actuel ne sera pas élargi pour inclure des indicateurs politiques, étant donné que ces derniers (et les recommandations politiques auxquelles ils servent de base) sont produits par les comités de substance de l'OCDE, qui fournissent régulièrement des conseils politiques fondés sur des données probantes aux pays membres dans les domaines couverts par le tableau de bord. Inversement, les travaux statistiques donneront à l'avenir la priorité à une plus grande ventilation des indicateurs (par exemple par sexe, pour les groupes défavorisés, par origine ethnique et secteurs industriels) et à la production d'estimations plus opportunes. Le groupe de travail peut avoir un rôle, même après la présentation d'une illustration du tableau de bord proposé aux ministres lors de la RCM 2021 (PARTIE II), pour réviser la sélection des indicateurs à la lumière des nouveaux développements statistiques et des propositions des pays sur les indicateurs.

6. Le groupe de travail a suggéré de porter les questions concernant l'évaluation des politiques de relance à l'attention des comités de substance concernés. Alors que le groupe de travail actuel pourrait continuer à se concentrer sur le programme statistique, les indicateurs peuvent être utilisés à la discrétion

---

<sup>2</sup> Ces différences reflètent à la fois la portée géographique plus restreinte des indicateurs du tableau de bord (c'est-à-dire les pays de l'OCDE plutôt que le monde entier comme le prévoit le cadre de suivi mondial des Nations Unies) et notre objectif d'informer sur la reprise, qui exigeait de mettre davantage l'accent sur des indicateurs opportuns et à court terme.

des comités de substance concernés dans le cadre des analyses approfondies de l'OCDE sur les mesures de relance et leur efficacité dans le contexte post-COVID et les circonstances spécifiques des pays. Cependant, la dernière consultation avec le Comité exécutif (ExCo) et les comités de substance a largement conclu que le tableau de bord actuel ne devrait pas être étendu par un pilier politique sous la supervision du groupe de travail existant dirigé par le CSSP.

## 2. Contexte : défis à court terme et ambitions à long terme

***Les progrès vers la réalisation des objectifs de reprise à court terme doivent être évalués par rapport aux défis structurels pré-pandémiques, et compte tenu des ambitions à long terme telles que les ODD et les objectifs de zéro carbone net d'ici 2050***

7. Dans le contexte de la pandémie, les gouvernements sont confrontés à des défis politiques concurrents, notamment l'équilibre entre les résultats économiques et sanitaires ; et doivent assurer une reprise économique solide et répondant aux exigences d'une économie et d'une société plus inclusives, vertes et résilientes. Bien que ces objectifs puissent aller de pair, ils nécessitent des politiques qui permettent et catalysent des changements structurels tout en répondant aux demandes à court terme pour contenir la pandémie, prévenir les pertes d'emplois et stimuler les économies. Dans le même temps, la capacité des pays à se rétablir rapidement et durablement dépend des circonstances antérieures à la pandémie et qui, dans une certaine mesure, en déterminent les répercussions. Pour ces raisons, le tableau de bord de l'OCDE à l'appui de la reprise post-COVID-19 associe des mesures à court terme ou cycliques liées à la pandémie et des indicateurs capturant les évolutions structurelles<sup>3</sup>. La prise en compte de ce dernier point est également nécessaire pour comprendre à quelle vitesse les pays pourront se remettre sur la voie des objectifs à long terme tels que les ODD et les objectifs de zéro carbone net d'ici 2050. Cette section esquisse le contexte dans lequel le groupe de travail a considéré sa sélection d'indicateurs.

### ***Défis à court terme : contenir le virus tout en rétablissant l'activité économique***

8. **La pandémie de COVID-19 est avant tout une crise sanitaire qui nécessite une surveillance continue.** En juillet 2021, plus de 216 millions d'infections et plus de 4.4 millions de décès avaient été signalés, et 4 954 millions de doses de vaccin avaient été administrées dans le monde<sup>4</sup>. La plupart des pays de l'OCDE ont mis en œuvre des mesures restreignant délibérément les activités économiques et sociales afin de limiter les contacts entre les personnes et la propagation de la contagion. Pour aider les ménages et les entreprises à faire face au ralentissement prolongé de leurs activités productives, ces dispositions se sont accompagnées de transferts, ciblés à des degrés divers en direction des groupes les plus exposés aux conséquences de la crise.

9. **L'impact économique sur la croissance de la production a été important dans tous les pays,** contribuant à un ralentissement de l'économie mondiale de 3.5 % en 2020. Selon l'efficacité des politiques de soutien et des mesures de confinement, la croissance du PIB mondial devrait se raffermir pour atteindre 5.8 % en 2021 et 4.4 % en 2022 (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>). La reprise devrait ramener le PIB mondial aux niveaux d'avant la pandémie d'ici la fin de 2021, bien que l'économie mondiale reste en deçà de sa trajectoire de croissance d'avant la pandémie et que les niveaux de vie ne retrouvent peut-être pas les niveaux attendus avant que la pandémie ne frappe. Toutefois, des divergences croissantes se dessinent également entre pays et secteurs, la baisse de la production touchant moins les secteurs manufacturiers, et davantage les secteurs de services reposant sur les contacts avec la clientèle – comme ceux des loisirs, de l'hôtellerie

<sup>3</sup> Le tableau qui présente les indicateurs proposés dans les appendices 1 et 3 fait une distinction entre les indicateurs selon ces principes, en reconnaissant que de nombreux indicateurs ont à la fois une dimension cyclique et structurelle.

<sup>4</sup> Tableau de bord de l'OMS sur le coronavirus (COVID-19), consulté le 30 août 2021, <https://covid19.who.int/>.

et de la restauration, des transports, du commerce de gros et de détail, qui représentent jusqu'à un tiers de l'emploi dans la plupart des pays de l'OCDE.

10. **Les perspectives à court terme demeurent incertaines, et présentent des risques appréciables.** Les récentes *Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE* (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>) font valoir qu'une accélération de la vaccination dans tous les pays permettrait de lever plus rapidement les restrictions et se traduirait par une hausse de la confiance et des dépenses. Le lent déploiement de la vaccination, notamment dans les pays émergents et à faible revenu, et l'apparition de nouvelles mutations du virus résistantes aux vaccins existants auraient pour conséquences une reprise plus faible, des pertes d'emplois plus importantes et des faillites d'entreprises plus nombreuses. La récente reprise s'est également accompagnée d'une augmentation des prix des matières premières, de goulets d'étranglement et de perturbations commerciales dans certains secteurs, suscitant des inquiétudes quant à l'inflation.

11. **La pandémie de COVID-19 a eu des effets inégaux au sein des économies, modifiant la composition sectorielle du PIB.** Malgré la morosité de l'activité dans les secteurs de services qui reposent sur les contacts avec la clientèle, la production industrielle mondiale s'est redressée au premier trimestre 2021, les échanges de biens marchands étant pour leur part revenus aux niveaux pré-pandémiques, soutenus par une hausse de la demande de matériel de TI et de fournitures médicales. Conformément à la capacité variable des entreprises à utiliser des technologies innovantes et des formules de télétravail, les secteurs à forte intensité d'investissement matériel et de contact (tels que les transports, l'hôtellerie et les voyages transfrontaliers (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>)) ont été plus touchés que les secteurs à forte intensité d'investissement immatériel. Cependant, l'incidence du télétravail sur la productivité n'est pas claire, et devrait varier d'un secteur à l'autre selon les fonctions concernées (OECD, 2020<sup>[3]</sup>).

***La pandémie a mis en évidence les inégalités et les risques préexistants ainsi que le creusement des disparités entre différentes catégories de la population et régions.***

12. Même si, grâce à de solides programmes de soutien, la crise du COVID-19 n'a pas nécessairement diminué les revenus moyens des ménages, la pandémie a probablement exacerbé les inégalités économiques. Avant la pandémie, les revenus du quintile supérieur de la distribution des revenus étaient en moyenne 5.7 fois plus élevés que ceux du quintile inférieur dans les pays de l'OCDE (en 2017, ou les années suivantes). La distribution du patrimoine des ménages était encore plus fortement concentrée, les 10 % les plus riches possédant 52 % du patrimoine net des ménages dans les pays de l'OCDE (en 2017, ou dernière année disponible ; Balestra et Tonkin (2018<sup>[6]</sup>)). La précarité financière était déjà répandue avant la pandémie de COVID-19 ; dans les pays de l'OCDE, en 2018, deux personnes à faible revenu sur cinq ne disposaient pas de réserves financières suffisantes pour faire face à une perte de revenu de trois semaines, au cas où leur revenu devait soudainement cesser (OECD, 2021<sup>[4]</sup>).

13. **Malgré les mesures de soutien aux entreprises et aux travailleurs, la pandémie a perturbé la dynamique de l'emploi.** Les conditions du marché du travail se redressent actuellement, et les mesures de maintien de l'emploi, telles que les programmes de chômage partiel et les subventions salariales, continuent de contribuer à préserver l'emploi. Pourtant, fin 2020, environ 22 millions d'emplois dans les pays de l'OCDE et 114 millions d'emplois dans le monde avaient disparu (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>). Si l'intervention des pouvoirs publics a permis d'éviter des pertes d'emplois supplémentaires, les taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre sont encore supérieurs de 5 % à ceux du quatrième trimestre 2019, et le nombre total d'heures travaillées reste inférieur d'environ 5 % à celui d'avant la pandémie, en moyenne, avec des différences marquées entre les secteurs. L'impact de la crise sur le marché du travail a été très différent selon les professions, les pertes d'emplois étant principalement concentrées dans les professions à faible revenu, tandis que dans les professions à revenu élevé, cet impact a été moindre, et parfois même positif dans certains pays. La forte incertitude entourant les perspectives de l'emploi laisse entrevoir de futures vulnérabilités, l'inactivité ayant pour sa part une incidence négative sur la productivité du travail en raison de la perte de compétences professionnelles.

14. **La pandémie a affecté presque toutes les dimensions de la vie des gens, avec des effets différenciés selon les pays, les secteurs et les groupes de personnes.** Le suivi de ces effets pendant et après la pandémie est difficile, en particulier pour les aspects non économiques, car les données sur les expériences des personnes et les inégalités sont généralement produites avec de longs décalages. Plus d'un an après le début de la pandémie, les preuves éparses disponibles dans les différents pays et à travers le monde permettent de mieux comprendre le large éventail de conséquences que la pandémie a eu sur les économies et sociétés, mais des approches plus systématiques pour mesurer les inégalités et les résultats en matière de bien-être non matériel en temps opportun permettraient d'obtenir une image plus complète. Les premières données empiriques suggèrent que la part des personnes peu satisfaites de leur vie, c'est-à-dire qui ne sont pas ou pas du tout satisfaites de leur vie, aura augmenté en moyenne dans les pays de l'OCDE entre 2019 et 2020.

15. **Dans de nombreux pays, les femmes ont été plus touchées que les hommes.** Leur taux d'emploi a accusé une baisse plus importante que celui des hommes au début de la crise (de 8.0 % en 2020, contre 7.4 % pour les hommes), et l'écart du taux de chômage entre les sexes s'est creusé d'un demi-point par rapport au niveau d'avant la crise (5.2 % pour les femmes contre 4.6 % pour les hommes, en moyenne dans les pays de l'OCDE en 2019). Certains de ces effets se sont dissipés après la levée des restrictions, permettant aux salariés des secteurs en confinement, dans lesquels les femmes sont surreprésentées, de reprendre le travail. En dehors des secteurs les plus directement touchés par le confinement, les femmes représentent également une part disproportionnée des travailleurs dans les secteurs essentiels, y compris les soins, et ont souvent dû faire des heures supplémentaires pour faire face à une forte demande (OCDE, 2021<sup>[11]</sup>). Les femmes fournissent également la majeure partie du travail non rémunéré à la maison. En moyenne, dans l'OCDE, les femmes consacrent un peu plus de quatre heures par jour au travail non rémunéré, soit deux heures de plus que les hommes.

16. **Les jeunes sont les grands perdants de la crise.** Celle-ci a fait augmenter leur taux de chômage dans quasiment tous les pays de l'OCDE, et a eu sur eux une incidence plus marquée que sur les autres générations. À la fin de 2020, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans atteignait 13.1 %, en moyenne, dans l'OCDE, chiffre qui marque une légère amélioration par rapport aux 18.9 % enregistrés au premier trimestre de la même année (Plan d'action de l'OCDE pour les jeunes, 2021). Alors que 85 % des jeunes, en moyenne, mènent à terme leurs études secondaires dans les pays de l'OCDE, les perspectives d'emploi des nouveaux diplômés s'assombrissent. Les jeunes, y compris les étudiants, sont également 35 % plus susceptibles de vivre dans un ménage à faible revenu. Si la crise du COVID-19 a eu une incidence appréciable sur la santé mentale de nombreuses personnes, les jeunes font régulièrement état de niveaux de souffrance psychique supérieurs aux autres tranches d'âge.

17. **Les retombées de la crise du COVID-19 sont également inégales selon les régions.** L'écart entre le taux de mortalité lié au COVID-19 des régions les plus durement frappées et des moins touchées est sensible dans la plupart des pays de l'OCDE (il dépasse ainsi 100 décès pour 100 000 habitants en Espagne, aux États-Unis, en France, en Italie, au Mexique et au Royaume-Uni). Les retombées économiques et sociales sont également très diverses selon les régions. Les taux de mortalité sont deux fois plus élevés dans les municipalités du premier quartile de la distribution nationale des revenus que dans celles du quartile supérieur (en France par exemple), ce qui tient également aux disparités en matière de logement et d'exposition professionnelle. La part des emplois potentiellement menacés en raison des mesures de confinement varie aussi considérablement d'une région à l'autre, allant de moins de 15 % à plus de 35 % dans 314 régions des pays de l'OCDE (OECD, 2020<sup>[5]</sup>).

***Des défis structurels exigeant une action politique à court et moyen terme : tirer parti de la reprise comme catalyseur de la transition verte***

18. **Dans un contexte de défis sanitaires, économiques et sociaux urgents, les défis environnementaux mondiaux restent plus pressants que jamais,** avec la fréquence des événements

météorologiques et climatiques extrêmes, tels que les sécheresses, les incendies, les tempêtes et les inondations, augmentant à travers le globe. De plus, alors que les recherches sur les origines du COVID-19 se poursuivent toujours, l'appauvrissement de la biodiversité a été identifié comme l'un des facteurs favorisant l'apparition et la propagation de maladies infectieuses (WHO, 2021<sup>[6]</sup>). Même si les défis environnementaux sont structurels, ils nécessitent une action politique à court terme, et il faudrait que les résultats s'améliorent à court terme afin d'atteindre les objectifs climatiques mondiaux.

19. **Alors que les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et la pollution atmosphérique ont temporairement diminué en 2020, de nombreux pays enregistrent déjà des augmentations jusqu'à des niveaux dépassant ceux d'avant la crise<sup>5</sup>.** À défaut d'évolutions structurelles permettant de maintenir les émissions en-deçà des niveaux antérieurs à la pandémie, la situation restera inchangée. La pandémie a mis en évidence le lien significatif entre la pollution de l'air et la mortalité par le COVID-19, les niveaux élevés de pollution intérieure et extérieure ayant accentué ses effets sanitaires. L'un des principaux résultats politiques à atteindre à moyen terme est une transition rapide des combustibles fossiles vers des sources d'énergie renouvelables et plus propres afin de minimiser les risques climatiques et environnementaux. Le recul de l'activité économique s'est également traduit par une amélioration de la qualité de l'eau de nombreux cours d'eau et zones côtières. Plusieurs pays l'OCDE ont d'ailleurs fait état, parfois au niveau régional, d'une réduction des concentrations de particules en suspension et autres polluants des milieux aquatiques. Là encore, il s'agit d'un phénomène temporaire puisque la pollution de l'eau devrait augmenter lorsque l'activité économique redémarrera.

20. **La pandémie a aussi mis en évidence le problème de l'interférence de l'homme sur la biodiversité**, qui contribue à créer les conditions d'une transmission de pathogènes de l'animal à l'homme. Le déboisement, la dégradation et le morcellement des habitats, l'intensification de l'agriculture, le commerce d'espèces sauvages et le changement climatique sont autant de phénomènes impliqués dans les zoonoses, dont la COVID-19. L'évolution négative actuelle de la biodiversité et des écosystèmes va également compromettre les progrès dans la réalisation d'environ 80 % (35 sur 44) des cibles des ODD liées à la pauvreté, à la faim, à la santé, à l'eau, aux villes, au climat, aux océans et aux terres.

### ***La crise du COVID-19 offre une occasion de reconstruire en mieux et de renforcer la résilience systémique afin de faire face aux chocs futurs***

21. **« Reconstruire en mieux » vise à garantir que les économies et les sociétés sont mieux placées pour faire face aux autres grands défis futurs**, tels que le changement climatique, le vieillissement, la transformation numérique et les défis du contrat social.

22. **Il est essentiel de réduire les fractures numériques pour suivre la vitesse de la transformation numérique.** Les pays fortement numérisés ont été mieux placés pour s'adapter à la nature changeante du travail et de l'éducation pendant les restrictions pandémiques. Les pays intensifient leurs efforts en vue d'améliorer la connexité et d'en assurer ainsi la fiabilité, la rapidité et l'accessibilité à différentes catégories de la population. Au cours des huit dernières années, la part de la fibre à haut débit dans l'ensemble des abonnements haut débit fixe de l'OCDE a plus que doublé, atteignant 50 % au moins dans neuf pays (*Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE*, 2020). Mais les fractures numériques existent toujours, les résultats inégaux en matière d'accès, d'utilisation et de compétences entre les groupes de population exacerbant les inégalités dans d'autres dimensions de la vie, creusant les écarts dans les réalisations et les opportunités de la vie.

23. **Les pays envisagent de réaliser des investissements publics pour moderniser les infrastructures essentielles et progresser vers la transition écologique tout en stimulant la**

<sup>5</sup> AIE, 2021 : <https://www.iea.org/news/after-steep-drop-in-early-2020-global-carbon-dioxide-emissions-have-rebounded-strongly>.

**croissance économique. Une analyse approfondie des avantages globaux à long terme par rapport aux coûts des investissements doit compléter l'analyse fondée sur les indicateurs.** La reprise offre l'occasion de développer des infrastructures durables en veillant à ce que les enveloppes considérables allouées aux infrastructures dans le cadre des plans de relance et des programmes d'investissement favorisent également les objectifs à plus long terme en matière de climat, de biodiversité ou d'efficacité d'utilisation des ressources, parallèlement à la suppression progressive des subventions aux carburants fossiles et des mesures de soutien préjudiciables à l'environnement. À cet égard, l'OCDE fournit un soutien technique pour le développement du Blue Dot Network (BDN), une initiative multilatérale qui vise à fournir un cadre de certification reconnu au niveau international pour aider à mobiliser des investissements qui maximisent l'impact positif des infrastructures sur le plan économique, social, environnemental, de la gouvernance et du développement<sup>6</sup>. Du côté du secteur privé, l'intérêt croissant pour les performances ESG est important pour mobiliser des capitaux privés vers des investissements durables et résilients (OECD, 2020<sup>[7]</sup>).

24. **Le soutien du gouvernement aux entreprises et aux particuliers a favorisé le maintien des niveaux de revenus et a limité les insolvabilités liées à la crise.** Des mesures de soutien fiscal ont souvent été invoquées pour protéger les entreprises viables de l'impact de la pandémie et des restrictions, dans le but d'éviter de ralentir le rythme de la reprise et de mettre à disposition des investissements publics pour réaliser les transitions verte et numérique. Toute mesure de soutien devrait être prise dans le contexte de cadres budgétaires clairs et efficaces. En fonction de l'état de l'économie, la dette publique a augmenté dans les pays membres en raison de la pandémie de COVID-19 et des réponses politiques à la crise. L'augmentation de la dette présente des risques pour la viabilité des finances publiques, surtout si les taux d'intérêt réels augmentent à l'avenir. Une croissance plus forte contribue à alléger le fardeau de la dette publique, le ratio dette publique/PIB projeté par les *Perspectives économiques* (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>) de l'OCDE devrait baisser d'environ 5 points de pourcentage dans les économies médianes avancées d'ici la fin de 2022. Dans ce contexte, il est important de suivre l'évolution de la dette du secteur public afin de surveiller l'espace budgétaire disponible, ainsi que celle des entreprises non financières et des ménages afin d'identifier les vulnérabilités dans ces groupes.

25. **La gestion de la crise sanitaire et la transition vers une économie plus inclusive et plus durable ont mis et continueront de mettre à l'épreuve la confiance des citoyens envers leurs gouvernements.** Au lendemain de la crise financière mondiale, la confiance du public a diminué pendant plusieurs années, atteignant le point le plus bas dans les pays de l'OCDE en 2013 (quand seulement 37.5 % des habitants des pays de l'OCDE déclaraient faire confiance à leur gouvernement national). Dans les années qui ont suivi la crise financière mondiale et qui ont précédé la pandémie, de nombreux gouvernements ont réussi à restaurer la confiance du public (jusqu'à un niveau de 49 %), même si, dans l'ensemble, il reste davantage de personnes dans les pays de l'OCDE qui se méfient de leur gouvernement. Gérer les défis aigus que les transitions à venir exigent des décideurs politiques tout en maintenant la confiance du public reste une gageure.

### 3. Principes directeurs de l'élaboration du tableau de bord de la reprise post-COVID-19

26. Le tableau de bord de la reprise proposé est l'aboutissement d'un processus approfondi qui a comporté quatre réunions du groupe de travail spécial du CSSP, ainsi qu'un processus d'examen écrit par le CSSP, les cinq comités de substance (à savoir le Comité de politique économique (CPE), le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDRC), le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELSA), le Comité de la santé (HC) et le Comité des politiques d'environnement (EPOC)) et des discussions au sein du Comité exécutif et du Conseil (respectivement

<sup>6</sup> <https://www.oecd.org/corporate/oecd-and-the-blue-dot-network.htm>.



les 12 et 19 mai 2021). Le présent document reflète également les avis de divers experts de l'OCDE<sup>7</sup> et de parties prenantes, ainsi que de représentants de EDRC, ELSA, CPE, HC et d'EPOC.

27. La section suivante présente certains des principes directeurs qui sous-tendent la série d'indicateurs du tableau de bord de l'OCDE à l'appui de la reprise post-COVID-19 :

- **Structure du tableau de bord** : le suivi du tableau de bord portera sur les quatre dimensions de la crise actuelle et de la reprise consécutive (forte, inclusive, verte et résiliente). La première composante (« forte ») se concentre sur la vitalité et l'ampleur de l'activité économique, et examine la croissance du PIB, le revenu des ménages, l'emploi, les risques pour la santé et la dynamique des entreprises, en s'appuyant sur les indicateurs utilisés pour suivre les évolutions économiques à court terme (Perspectives économiques) et les réformes structurelles (Objectif croissance). La deuxième composante (« inclusive ») s'intéresse aux répercussions de la crise sur les revenus et l'emploi des personnes les plus vulnérables, et sur la question de savoir si les efforts pour mieux reconstruire garantissent que les économies et les sociétés peuvent devenir plus égales ; elle s'appuie sur les cadres de l'OCDE pour la croissance inclusive et le bien-être. Elle concerne les aspects immatériels du bien-être, comme la précarité financière et l'écart entre les sexes en matière de sous-utilisation de la main d'œuvre. La troisième composante (« verte ») examine les progrès accomplis sur la voie d'une transition verte centrée sur l'humain, en mettant l'accent sur le changement climatique, les énergies renouvelables, l'économie circulaire, la biodiversité et la qualité de vie environnementale, conformément au cadre de l'OCDE pour une croissance verte et aux autres travaux menés dans ce domaine. La quatrième (« résiliente ») a trait aux facteurs qui auraient pu aider les pays à mieux résister à la crise et à se préparer aux crises futures. Cette dimension adopte une vision prospective de la reconstruction sur de meilleures bases, examinant la capacité des systèmes à *absorber* les chocs comme le COVID-19, l'aptitude à *s'adapter* à de nouvelles conditions et l'agilité déployée pour *se transformer* structurellement, en investissant dans différents types de capital, tout en prenant en compte les mesures prises à l'appui de la transformation numérique, de l'innovation et de la viabilité budgétaire.
- **Nombre d'indicateurs** : s'agissant du nombre optimal d'indicateurs à retenir, le groupe de travail a attiré l'attention sur la dichotomie entre pertinence et rationalisation. Les mesures de relance sont complexes, pluridimensionnelles, et doivent englober plusieurs aspects - ce qui justifie un grand nombre d'indicateurs. En même temps, les décisions politiques doivent être ciblées et guidées par un nombre restreint de priorités. Pour concilier ces éléments, le groupe de travail recommande d'établir jusqu'à cinq indicateurs par dimension, c'est-à-dire vingt indicateurs au total. Le groupe de travail a reconnu que d'autres indicateurs pourraient être ajoutés pour apporter des éléments contextuels et (ou) pour analyser certaines questions plus en détail ; par exemple, pour mieux saisir les aspects financiers et sanitaires de la reprise. De même le tableau de bord pourrait par la suite être enrichi de nouvelles données sectorielles (par exemple, les secteurs financier et de la santé) et géo-spatiales (par exemple rural-urbain), s'il y a lieu et selon la situation et les besoins de chaque pays.
- **Sélection des indicateurs** : les indicateurs inclus dans le tableau de bord de l'OCDE à l'appui de la reprise post-COVID-19 sont détaillés dans la section suivante et résumés dans l'appendice 1. Les principaux critères pris en compte par le groupe de travail lors de la sélection des indicateurs pour le tableau de bord comprennent :

---

<sup>7</sup> Diverses directions de l'OCDE ont été impliquées et consultées au sujet du tableau de bord de la reprise, qui a été élaboré par le Centre WISE. Ces directions comprennent la Direction des statistiques et des données, le Département des affaires économiques, la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, la Direction de l'environnement, la Direction des affaires financières, la Direction de la gouvernance publique et le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes.

- **La pertinence**, comprise dans la perspective de rendre compte des quatre aspects prioritaires de la reprise (forte, résiliente, durable et inclusive) et de l'ambition des pays à « reconstruire en mieux ».
- **La comparabilité internationale et la précision des données**, tout en reconnaissant que les statistiques officielles dans certains domaines ne répondent pas aux besoins, nécessitant l'utilisation de sources de données complémentaires (c'est-à-dire expérimentales ou non officielles).
- **L'éventail de pays couverts**, c'est-à-dire que les indicateurs devraient couvrir une majorité des pays de l'OCDE.
- **L'actualité et la périodicité** des informations, ainsi que la possibilité d'en dégager des dynamiques en s'intéressant aux évolutions plutôt qu'aux niveaux, ces considérations étant particulièrement importantes dans le cas des indicateurs qui rendent compte de variations à court terme.
- **La facilité d'interprétation**, de visualisation et de communication à des utilisateurs multiples, ce qui implique que le tableau de bord doit être utile et présenter un intérêt pour des publics divers.
- **La cohérence, la possibilité de réutilisation et la complémentarité** avec les données, indicateurs et cadres de mesure existants de l'OCDE (bien-être, Objectif croissance, croissance verte, croissance inclusive, transformation numérique), et avec le tableau de bord de la reprise mis au point par le système statistique européen, les OSN et d'autres organisations compétentes<sup>8</sup>.
- **Calendrier et durée de vie du tableau de bord** : Le tableau de bord fera l'objet d'un rapport une fois par an, à l'occasion de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM). Le tableau de bord devrait être considéré comme un produit dépendant de la situation, avec une clause d'extinction au bout de trois ans, et la présentation d'un rapport final au Conseil en 2024.
- **Interprétation et analyse des résultats** : le groupe de travail a souligné l'importance d'interpréter les modèles mis en évidence par le tableau de bord dans le contexte plus large des tendances qui ont précédé la pandémie, et qui ont été dans une certaine mesure impactées par le COVID-19 et par les réponses politiques qui lui ont été données. Lorsqu'ils sont diffusés en ligne, les graphiques peuvent inclure une ligne verticale représentant le début (et éventuellement aussi la fin) de la pandémie pour faciliter leur interprétation. À cet égard, il faudra impérativement tenir compte de la situation des pays au moment où la pandémie a débuté et des mutations structurelles sous-jacentes nécessaires à l'avenir. L'analyse de l'évolution des indicateurs retenus devrait distinguer les phénomènes temporaires des effets à moyens ou long termes. De plus, la plupart des données et des indicateurs disponibles couvrent des aspects distincts de la reprise, mais rares sont ceux qui permettent de saisir leurs liens et leurs imbrications à travers les différentes dimensions. Pour remédier à cela, le tableau de bord devrait faire appel, autant que possible, à des données ventilées (les créations d'emplois par sexe, par exemple), à des données sectorielles (l'activité économique par secteur, par exemple), à des indicateurs associant plusieurs objectifs (la productivité et l'inclusivité, par exemple, ou la productivité et la durabilité environnementale) ainsi qu'à des informations sur les facteurs transversaux qui aideront à reconstruire en mieux (comme la transformation numérique et la transition verte).
- **Importance relative des dimensions, désagrégation et classement** : le groupe de travail n'a exprimé aucun avis sur l'importance relative des dimensions du tableau de bord. Il a estimé que les utilisateurs devraient faire appel à leurs propres facteurs de pondération et à leurs propres

---

<sup>8</sup> Le tableau de bord de la reprise réutilise les données et s'inspire largement des recueils de données existants de l'OCDE pour minimiser autant que possible les demandes liées aux ressources adressées aux OSN.

critères pour définir les priorités stratégiques parmi les diverses questions représentées dans le tableau de bord. S'agissant de l'agrégation, les informations seront uniquement fournies sous forme de tableau, sans agrégation des indicateurs et composantes en un indice composite. Aucun score ou classement global n'a été établi.

- **Valeur ajoutée du tableau de bord** : le tableau de bord s'appuie sur les cadres d'analyse et les approches stratégiques en vigueur à l'OCDE. Un inventaire des données et indicateurs dont l'Organisation dispose a été dressé afin de recenser les ressources disponibles en interne et de guider la production de ce tableau de bord, en concertation avec le groupe de travail. Il n'existe pour l'heure aucun autre tableau de bord d'indicateurs portant sur les quatre dimensions interdépendantes de la reprise - forte, résiliente, inclusive et verte. Celui-ci constitue l'une des premières tentatives visant à suivre la qualité de la reprise au regard de ces dimensions et à cerner leurs recoupements.
- **Utilisation du tableau de bord** : Le tableau de bord fera l'objet d'un rapport une fois par an, en concertation avec le Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM). Ces mises à jour pourront être communiquées aux Ministres et offriront un cadre général à leurs débats stratégiques. Par ailleurs, les comités de substance pourront décider d'approfondir l'analyse des indicateurs et de les examiner au moyen d'applications et processus spécifiques (y compris le tableau de bord des éditions futures des Perspectives économiques et de l'emploi, des Études économiques, etc.). D'autres analyses nationales pourront être menées à la demande des pays et dans le cadre des travaux des comités de substance, selon une approche plurielle de la gestion de crise.
- **Ventilation par zones géographiques, secteurs et groupes de population pertinents** : les délégués consultés au cours du processus de consultation ont souligné la nécessité de ventiler les indicateurs selon un certain nombre de critères afin d'évaluer pleinement les aspects géographiques, sectoriels et distributionnels de la reprise. Bien qu'il faille trouver un équilibre entre granularité et parcimonie, le tableau de bord tente d'inclure des indicateurs ventilés pertinents – en particulier par sexe. Le tableau de bord a pour ambition d'intégrer, dans toute la mesure du possible, des informations régulièrement actualisées, à des niveaux de détail élevés, à partir des cadres et données existants de l'OCDE (voir Encadré 1). À cet égard, le groupe de travail poursuit son travail sur l'équilibre entre la pertinence des indicateurs et la disponibilité des données en cette période de pandémie, et formule des avis quant aux travaux nécessaires pour combler les lacunes en matière de données et de mesures.
- **Le tableau de bord rend opérationnel le concept de résilience au sens large**, en s'appuyant sur les définitions plus étroites de ce concept utilisées dans des travaux antérieurs de l'OCDE (sur le renforcement de la *résilience économique*<sup>9</sup>, par exemple). Dans ce contexte, il examine la notion de résilience du point de vue de la reprise et de la reconstruction, en analysant la capacité des systèmes (économiques, sociaux, politiques) à absorber les chocs, à en limiter les conséquences, à s'adapter aux nouvelles conditions et à accompagner la mutation structurelle des économies et des sociétés. Soucieux de favoriser une large utilisation du tableau de bord dans le cadre de l'action publique et des analyses de la gestion de la crise, son processus de gouvernance mobilise plusieurs comités pour mettre en place l'approche gouvernementale intégrée qui reflétera les processus décisionnels des pouvoirs publics dans l'établissement des plans de relance

---

<sup>9</sup> Projet de l'OCDE sur la résilience économique : <https://www.oecd.org/economy/growth/economic-resilience.htm>.

### Encadré 1. Prendre appui sur les cadres et données existants de l'OCDE

Développés sous l'égide des comités CSSP, EDRC, ELSA, CPE, EPOC, HC et d'autres comités au cours des dernières décennies, plusieurs cadres et outils appliqués à l'OCDE ont éclairé la mise au point du tableau de bord. Il s'agit notamment des suivants :

- L'ensemble type **d'indicateurs conjoncturels de l'OCDE**, utilisé dans des publications phares de nature économique ou statistique.
- La publication **Objectif croissance de l'OCDE**, qui peut aider à relier les indicateurs retenus aux leviers d'action qui leur correspondent.
- Le **Cadre sur la mesure du bien-être**, référence internationale pour l'évaluation des principaux aspects de l'existence qui déterminent le bien-être individuel ; il établit une distinction entre le bien être actuel et les ressources et actifs qui concourent à l'entretenir dans le temps et entre les générations.
- Le **Tableau de bord de l'OCDE sur la croissance inclusive**, qui apporte des éclairages sur les inégalités et les débouchés sous quatre angles différents : la participation au marché du travail, la croissance de la productivité, le dynamisme des entreprises et la réactivité des systèmes de gouvernance.
- Le **Programme d'action international de l'OCDE pour l'action face au changement climatique (IPAC)**, un nouveau programme pour aider les pays à progresser dans leur transition vers des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles, avec une évaluation annuelle de leurs actions et le partage de bonnes pratiques.
- Les **Indicateurs de croissance verte de l'OCDE**, qui renseignent sur les interactions entre l'économie et l'environnement à partir de données tirées, entre autres, du Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE).
- Le **Tableau de bord de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi**, qui propose des indicateurs relatifs à la qualité des emplois, à leur quantité, à l'avenir du travail et à la tenue du marché du travail.
- **L'initiative de l'OCDE sur la transformation numérique**, qui pourra fournir des éléments utiles pour apprécier les progrès de cette mutation dans les systèmes productifs ainsi que les possibilités offertes par le numérique à différents groupes de population.

### **Limites des données et des mesures et solutions innovantes**

28. Le groupe de travail a décidé de développer le tableau de bord en deux étapes : dans un premier temps, celui-ci comprendrait un sous-ensemble d'indicateurs réunissant les meilleures informations disponibles (voir la section suivante) dans un éventail relativement large de pays de l'OCDE. En effet, tous les indicateurs ayant une importance conceptuelle pour la reprise (en particulier ceux qui sont nécessaires pour comprendre les implications distributives et durables de la crise et des efforts de reprise) ne sont pas disponibles de manière harmonisée et en temps opportun dans les pays de l'OCDE. Dans un deuxième temps, le tableau de bord pourrait être affiné et des indicateurs supplémentaires ou améliorés pourraient être inclus, en exploitant les initiatives en cours sur les données qui utilisent des méthodologies de prévision immédiate, notamment dans les domaines de l'inégalité des revenus, de la pauvreté et des émissions de CO<sub>2</sub>. Le tableau de bord étant conçu pour être prospectif et évolutif, il pourrait être révisé si certains des indicateurs existants devenaient moins pertinents ou pourraient être remplacés par des

candidats mieux adaptés pour informer sur la qualité de la reprise à mesure que de nouveaux défis apparaissent et que d'autres disparaissent.

29. Le manque d'indicateurs à forte périodicité et d'actualité montre à quel point il est urgent de tester de nouvelles approches afin de produire des estimations actualisées à l'appui des indicateurs pour lesquels des données récentes ne sont pas disponibles (voir Encadré 2). Certains des indicateurs de la redistribution ou de l'environnement du tableau de bord sont produits avec un décalage considérable, et ne fournissent donc pas toujours aux pouvoirs publics les informations actualisées indispensables à leurs décisions (notamment pour les résultats très fluctuants dans le temps, comme la surmortalité liée au COVID-19). La pénurie d'indicateurs actualisés dans ces domaines, notamment en matière de redistribution, peut justifier le recours à des mesures indirectes et à des exemples représentatifs fondés sur des statistiques expérimentales et non officielles afin d'analyser les évolutions récentes, et même celles en cours. Par exemple, les données récentes de transactions bancaires et par cartes de crédit pourraient être utilisées pour prévoir les modèles de consommation.

30. D'autres problèmes statistiques se posent :

- **Délais associés à la collecte et au traitement des enquêtes à grande échelle.** Ces délais impliquent que des indicateurs régulièrement actualisés des composantes importantes du bien-être (de la qualité de vie notamment), comme le bien-être subjectif, l'état de santé (mentale) déclaré ou des liens sociaux, ne sont pas actuellement disponibles. De ce fait, les tableaux de bord tels que celui proposé ici sont, par essence, davantage axés sur les composantes économiques et matérielles du bien-être. Dans l'intervalle, il est proposé que les données du Gallup World Poll (GWP) - une enquête non officielle basée sur de petits échantillons (représentatifs) mais menée dans la plupart des pays du monde selon un questionnaire standard couvrant la plupart des aspects de la vie des gens - soit utilisé en l'absence de statistiques officielles autodéclarées en temps opportun (appendice 2). Le groupe de travail a conclu que les rapports sur les indicateurs fondés sur les données de l'enquête GWP dans le tableau de bord doivent être établis étant entendu que ces données présentent des insuffisances, et que ces insuffisances devront être clairement et visiblement signalées lors de toute communication de conclusions fondées sur cette source. Les problèmes statistiques provenant de l'utilisation des données du GWP devront être résolus au cours du temps, notamment en les remplaçant par des données officielles alternatives lorsque celles-ci seront disponibles.
- **Données géospatiales supplémentaires.** Les données géospatiales pourraient éclairer les quatre dimensions de la reprise ; il reste cependant fort à faire pour en tirer des indicateurs de qualité, harmonisés à l'échelle des pays de l'OCDE. Le Secrétariat explore à l'heure actuelle différentes sources de données géospatiales et définit de nouvelles méthodologies à même de permettre un suivi des disparités de l'activité économique (par région et par territoire), mais aussi des inégalités, du niveau de vie des ménages et de l'exposition des individus à la pollution atmosphérique au niveau régional.
- **Statistiques sur d'autres aspects de la crise et de la reprise.** La pandémie a fortement pesé sur les résultats scolaires de nombreux élèves ; on n'a cependant pas encore pris toute la mesure de ses répercussions sur le capital humain. De même, si la pandémie et les mesures connexes ont eu des conséquences dramatiques sur la santé mentale et le lien social, il est difficile d'apprécier les implications à moyen terme de l'augmentation de la dépression, de l'anxiété, de la solitude, etc., qui sont particulièrement pertinentes dans le contexte de l'amélioration de l'indicateur de résilience des systèmes de santé.

**Encadré 2. Nouvelles approches des données déployées par les OSN à l'appui des politiques de relance post-COVID-19**

Dans le cadre de la réunion annuelle du Comité de la statistique et de la politique statistique (CSSP) de l'OCDE sur les nouvelles approches en matière de données à l'appui des politiques de relance post-COVID-19 (le 23 juin 2021), les représentants de haut niveau des offices statistiques nationaux ont engagé une discussion sur la manière dont les OSN ont répondu à la demande d'informations plus complètes, opportunes et ventilées sur les différentes facettes de la crise, tout en réévaluant les compromis potentiels entre les différents aspects des qualités statistiques. Alors que les gouvernements prenaient des mesures pour « reconstruire en mieux », les OSN ont mis en œuvre de nouvelles approches en matière de données qui pourraient aider les gouvernements à orienter leurs efforts de relance.

Dans ce contexte, il est essentiel de se pencher sur l'actualité et la granularité des statistiques officielles, ainsi que sur leur capacité à donner des informations sur les aspects matériels et immatériels. Contrairement aux crises passées pendant lesquelles les OSN se sont généralement intéressés aux statistiques économiques, la crise liée au COVID-19 a élargi cette préoccupation à presque tous les aspects de la vie. Aux États-Unis, notamment, l'enquête interdisciplinaire et à haute fréquence US Household Pulse Survey est un bon exemple d'étroite collaboration entre les agences statistiques américaines afin de représenter en temps réel les expériences des ménages pendant la pandémie. La crise a également renforcé l'urgence d'envisager de nouvelles sources de données (par exemple, par le biais de partenariats public-privé), de nouvelles méthodes (par exemple, la modélisation prédictive, les prévisions immédiates), et de réévaluer les compromis entre rapidité et précision (par exemple en publiant des estimations initiales avec des niveaux de précision acceptables, suivies d'informations actualisées lorsqu'elles sont disponibles). La pandémie a aussi catalysé l'orientation stratégique des mandats législatifs pour mieux relier le travail des agences statistiques aux efforts visant à soutenir des politiques fondées sur des preuves, tout en exposant certains des défis (par exemple, la protection de la vie privée).

De même, au Royaume-Uni, le système statistique a pris des mesures pour répondre à la demande croissante de statistiques expérimentales, tout en faisant preuve de prudence quant à leur utilisation. Des enquêtes rapides avec des questionnaires hebdomadaires auprès des entreprises et des ménages, ainsi que de nouvelles sources de données sur les secteurs public et privé (par exemple, les impôts mensuels sur le revenu des employés, les créations/cessations d'entreprises, la TVA sur les transactions commerciales, les volumes de trafic, les transactions de crédit sur les achats dans les restaurants et les données sur les offres d'emploi en ligne) ont fait partie de la réponse. Les enquêtes ont été utilisées comme un outil efficace pour informer sur un certain nombre de dimensions de la reprise, au-delà de celles traditionnellement considérées par l'ONS (Office of National Statistics). Une enquête hebdomadaire sur les opinions et le mode de vie a été mise en place par l'ONS pour suivre les mesures autodéclarées (par exemple, la satisfaction à l'égard de la vie, l'anxiété, la distanciation sociale, le sentiment positif à l'égard du vaccin) afin de faciliter la communication avec le public. À l'avenir, l'ONS envisage de prolonger certaines de ces nouvelles approches en matière de données au-delà de la pandémie afin de permettre une collaboration plus large entre les agences statistiques et le secteur privé.

En réponse aux nouvelles demandes du gouvernement, l'Institut national de statistique espagnol a également renforcé ses efforts de suivi des différents aspects de l'impact sociétal de la pandémie et des confinements, ce qui l'a incité à innover dans de nouvelles sources, à utiliser intensivement les registres administratifs (par exemple, les recensements de la population et de l'agriculture), à accéder à des bases de données privées, à développer des approches innovantes (statistiques expérimentales, prévisions immédiates et diffusion améliorée des statistiques). Les réponses de l'Institut national de

statistique espagnol ont notamment comporté une enquête sur la prévalence du COVID-19, la surmortalité hebdomadaire et les causes de décès, les déplacements domicile-travail, les effets des régimes d'emploi à court terme sur les données de la population active, les données commerciales à court terme, et des indicateurs plus ponctuels et fréquents (par exemple, le chiffre d'affaires quotidien des grands détaillants, les transactions par carte de crédit ou les statistiques touristiques à court terme).

Dans une certaine mesure, ces expériences ont conduit les OSN à réévaluer les compromis entre les différents aspects de la qualité statistique, en particulier l'actualité et l'exactitude des informations. Les OSN ont cependant indiqué que les systèmes statistiques n'étaient pas entièrement préparés à l'étendue de la pandémie. De nombreux OSN ont donné la priorité au maintien de la production statistique existante plutôt que de répondre aux nouvelles demandes d'informations plus fréquentes et immédiates. Les OSN ont également indiqué que leur mission plus large dans la société est en train d'évoluer : ils ne produisent plus seulement statistiques officielles, mais assument un nouveau « rôle de gestionnaire de données » provenant de diverses sources, tout en veillant à maintenir leur impartialité, leur indépendance et leur fiabilité.

#### 4. Indicateurs proposés pour le tableau de bord de l'OCDE à l'appui de la reprise post-COVID-19

##### **Une reprise économique forte**

31. Le premier aspect mentionné dans le rapport d'avancement sur l'élaboration d'un tableau de bord de l'OCDE à l'appui d'une reprise forte, résiliente, verte et inclusive [WISSE/CSSP(2021)4 ] pour évaluer la reprise fait référence à sa « force ». Comme la crise de COVID-19 s'est traduite par une baisse prononcée du volume de la production économique, les indicateurs du PIB réel sont un point de départ naturel pour cette partie du tableau de bord. Bien sûr, la vigueur de la croissance du PIB n'offre qu'un point de vue limité sur les aspects « économiques » de la reprise. Il est tout aussi important de savoir si la reprise est robuste et généralisée (pour tous les secteurs, industries et zones géographiques) que de connaître son rythme. Par ailleurs, les variations du PIB ne se traduisent pas toujours (ou avec d'importants décalages) par des évolutions correspondantes du bien-être économique des ménages ; il faut donc des indicateurs plus directement liés au vécu des individus et des ménages. Toute reprise économique serait menacée en cas de regain épidémique, d'où l'importance d'assurer le suivi de la pandémie ou des indicateurs utilisés pour prévenir sa résurgence.

32. Les indicateurs proposés dans la dimension « forte » sont :

- **La croissance du PIB** est le paramètre de base pour évaluer le rythme de la reprise. Afin de tenir compte des évolutions hétérogènes dans l'économie, l'indicateur comprendra une limite supérieure et une limite inférieure fondées sur la moyenne pondérée de la croissance du PIB des 20 % supérieurs et inférieurs des secteurs de l'économie. Cela fournira des indications sur une éventuelle reprise économique divergente ou « en K ». En outre, pour compléter les statistiques officielles des évolutions mensuelles ou trimestrielles, le tableau de bord inclut un indicateur hebdomadaire de la croissance du PIB mis au point par le Secrétariat de l'OCDE et basé sur l'apprentissage automatique et les données de Google Trends pour estimer les taux de croissance en glissement annuel du PIB hebdomadaire<sup>10</sup>, qui peut être utilisé pour compléter les statistiques officielles comme mesure approximative de la croissance du PIB en temps réel. Le groupe de travail a envisagé d'utiliser la croissance du PIB par habitant, mais a opté pour la mesure de la variation hebdomadaire de la croissance du PIB afin de bien montrer les mouvements à court

<sup>10</sup> La méthodologie utilisée par l'indicateur hebdomadaire est présentée dans Woloszko (2020<sub>[19]</sub>).

terme, et de la compléter avec un indicateur du revenu des ménages par habitant pour fournir une mesure du bien-être économique au niveau individuel (voir ci-dessous).

- **Le volume d'heures travaillées** a été suggéré comme mesure à court terme de la quantité de travail, car il capte directement les pertes de facteur travail induites par la crise du COVID-19, de nombreux pays ayant temporairement fermé certains secteurs de leur économie pour contenir la propagation du virus. Ainsi, au cours des trois premiers mois de la crise, la diminution du nombre d'heures travaillées a été dix fois plus importante qu'au cours des trois premiers mois de la crise financière mondiale de 2008-09 dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. L'indicateur du volume d'heures travaillées est un indicateur complet de la quantité d'emploi, car il couvre les heures régulières travaillées par les travailleurs à temps plein, à temps partiel et à l'année, les heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, et les heures travaillées dans le cadre d'un emploi supplémentaire. Associé à la croissance du PIB, le volume d'heures travaillées fournit également des informations sur les tendances de la productivité du travail. Pour éviter les redondances, le tableau de bord n'inclura pas d'indicateur de productivité. Cependant, la prise en compte conjointe des modèles de PIB et d'heures travaillées fournira des informations sur les évolutions de la productivité qui sont également essentielles pour comprendre la qualité de la reprise.
- **Le revenu disponible moyen des ménages** est une mesure du bien-être matériel des ménages qui tient compte de l'effet du ralentissement économique sur le niveau de vie de la population et des aides allouées par les pouvoirs publics au moyen de transferts monétaires plus élevés et d'une fiscalité diminuée. Cette mesure (SCN) suit généralement le PIB avec un décalage ; dans le contexte du COVID-19, il se peut que les retombées économiques de la pandémie sur le revenu des ménages ne se matérialisent complètement que lorsque les programmes d'aide publique qui amortissent les pertes temporaires de revenu et d'emploi sont supprimés. Le groupe de travail l'a également considérée comme une alternative aux indicateurs de la consommation des ménages<sup>11</sup>. Comme ceux-ci sont plus fortement corrélés à la dynamique de l'activité économique, qui figure déjà dans le tableau de bord, l'indicateur du revenu des ménages lui a été préféré. L'indicateur se réfère au revenu moyen des ménages par habitant ; cela pourrait être modifié dans les futures éditions du tableau de bord, afin de déclarer le revenu médian plutôt que moyen, à mesure que des informations plus actuelles sur la répartition des revenus deviendront disponibles (voir ci-dessous pour les travaux en cours sur la répartition immédiate des revenus).
- **Le taux de création et de cessation des entreprises** est un indicateur important pour surveiller les conséquences économiques complètes de la pandémie, qui peuvent ne se cristalliser qu'au lendemain de la pandémie, lorsque les programmes de soutien prendront fin. Il est probable que les cessations d'entreprises vont augmenter alors que les mesures de soutien liées au COVID-19 sont progressivement supprimées. C'est, dans certains cas, nécessaire pour faciliter l'allocation efficace du capital dans l'économie. Dans d'autres cas, cependant, les faillites peuvent toucher des entreprises solvables mais non liquides, et il est donc justifié de surveiller ces évolutions. Malheureusement, cet indicateur n'est disponible que pour un nombre limité de pays de l'OCDE ; il faut donc effectuer un arbitrage entre sa pertinence et sa couverture géographique restreinte. Le groupe de travail a estimé que cet indicateur était particulièrement utile et qu'il devait en accepter la couverture géographique restreinte. Il est important de noter que cet indicateur doit être interprété en parallèle avec des informations supplémentaires sur les taux d'emploi et de rotation pour les jeunes entreprises ou des indicateurs liés à la numérisation dans les analyses thématiques. Le groupe de travail a par ailleurs évoqué l'utilité de prendre en compte les insolvabilités liées à la crise, auxquelles pourraient s'ajouter des mesures des prêts non productifs,

<sup>11</sup> Pour certains (la plupart des) pays, cet indicateur du niveau de vie des ménages fondé sur le SCN pourrait également être exprimé sur une base « ajustée », en prenant en compte l'impact des services en nature fournis par les pouvoirs publics.



pour mettre en lumière un éventuel surendettement des entreprises non financières dû à la pandémie (Demmou et al., 2021<sup>[8]</sup>), mais a décidé de reporter cette considération.

- **Les risques sanitaires** continuent de peser sur les efforts de relance. Compte tenu de la nature de cette crise, il est important d'inclure dans le tableau de bord un indicateur rendant compte de ses effets sur la santé des individus, notamment parce que tout rebond du nombre de décès dus au COVID-19 mettrait en péril la reprise. Les mesures de surmortalité, récemment développées par le Secrétariat (Morgan et al., 2020<sup>[9]</sup>), permettraient de suivre les impacts sanitaires directs et indirects de la pandémie de COVID-19 de manière plus comparable et à haute fréquence, même s'il est possible que cet indicateur perde de sa pertinence au fil du temps et soit remplacé par des indicateurs plus adéquats dans les futures mises à jour du tableau de bord.

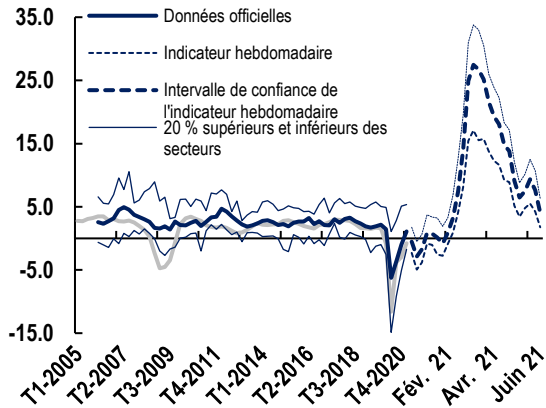
33. La page suivante présente la tendance moyenne de l'OCDE pour les indicateurs de force ainsi que pour un exemple de pays. Des notes détaillées sur les métadonnées sont fournies dans l'appendice 3.

Dimension : **Une reprise forte**

—OECD —Illustrative country

### Croissance du PIB

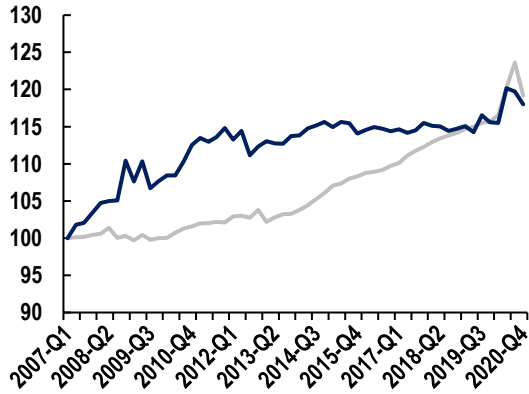
Taux de croissance basé sur des données corrigées des variations saisonnières,



Source : Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE et indicateur hebdomadaire de l'OCDE, d'après les données de

### Revenu des ménages

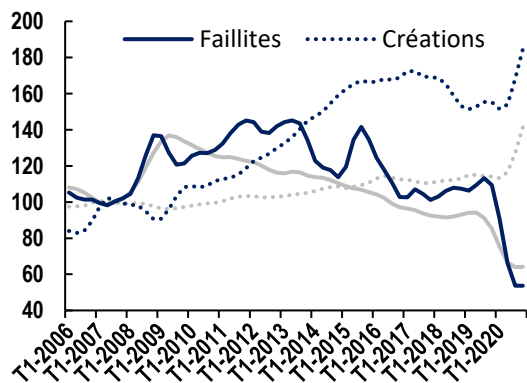
Revenu disponible réel des ménages (corrigé de l'inflation) par personne, indice, 2007 = 100, corrigé des variations



Source : Comptes trimestriels par secteurs de l'OCDE

### Dynamisme des entreprises

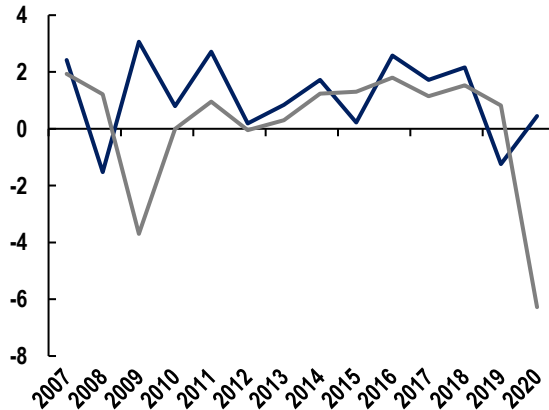
Créations et faillites d'entreprises, 2007 = 100, le groupe de référence est composé uniquement du G7, les données concernent toutes les entreprises pour certains pays et



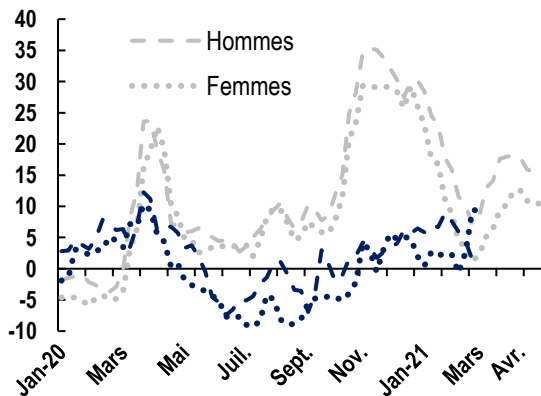
Source : Indicateurs de l'entrepreneuriat de l'OCDE

### Nombre total d'heures travaillées

Variation en % du volume d'heures travaillées, en glissement annuel % de variation du volume d'heures travaillées, d'une année sur l'autre



Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité



### Surmortalité

% de variation de la mortalité hebdomadaire par rapport au taux de mortalité moyen entre 2015 et 2019, hommes et femmes

Source : Base de données de l'OCDE sur la santé basée sur les statistiques de mortalité de l'OMS

Note : des notes détaillées sur les données des indicateurs sont fournies dans l'appendice 3.

## Une reprise économique inclusive

34. Le groupe de travail a reconnu que « reconstruire en mieux » ne signifie pas uniquement de revenir à l'état antérieur à la pandémie, mais de mettre en place une économie qui fonctionne au bénéfice d'une proportion beaucoup plus vaste de la population. Il est important de s'attacher au caractère inclusif de la reprise, car la crise due au COVID-19 a eu des répercussions inégales entre les régions et au sein de la population, soulignant, et dans certains cas exacerbant, les inégalités préexistantes. Le groupe de travail a également fortement souligné l'importance de mettre en évidence les inégalités entre les sexes. Des études de plus en plus nombreuses mettent en relief la disparité des effets de la pandémie de COVID-19 sur les hommes et les femmes, ainsi que sur différentes tranches d'âge (enfants, jeunes adultes et personnes âgées par exemple). Le tableau de bord considère ces inégalités horizontales de manière transversale. Les indicateurs inclus dans la dimension inclusive sont :

- **Les inégalités de revenus** : la crise risque d'exacerber les inégalités économiques, il est donc important d'inclure une mesure de leur évolution. Étant donné que les données comparables fondées sur des sources officielles concernant l'inégalité des revenus (à partir des données de l'OCDE sur la distribution des revenus (IDD)) présentent des décalages importants<sup>12</sup>, le Secrétariat a entamé une collaboration avec Eurostat et les offices statistiques nationaux pour compiler des estimations « flash » des inégalités de revenus en 2020 (voir Encadré 3). Pour cette raison, l'indicateur d'inégalité des revenus du tableau de bord mesuré par le ratio *S80/S20 du revenu disponible des ménages* est actuellement considéré comme faisant partie du programme statistique. La collecte de données dans le contexte de l'IDD, ainsi que les notes méthodologiques qui l'accompagnent, sont en cours d'élaboration et seront présentées aux comités de l'OCDE à l'automne. Certains pays ont déjà publié des données sur la répartition des revenus pour 2020, ou sont sur le point de le faire (par exemple, le Costa Rica, le Mexique et les États-Unis). Ces données seront prises en compte pour alimenter le tableau de bord. Les estimations « flash » pour l'Union européenne et le Canada seront par exemple fondées sur des prévisions immédiates, tandis que pour les États-Unis, elles s'appuieront sur les estimations provisoires fournies par le United States Census Bureau.
- **Le chômage et le sous-emploi** ont des conséquences directes sur le bien-être des individus, et la charge de la reprise peut ne pas peser de la même façon sur les perspectives d'emploi de différents groupes. Étant donné les conditions particulières à cette crise, qui a mis de nombreux travailleurs au chômage partiel ou en horaires réduits, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est un indicateur envisageable pour évaluer les effets de la reprise sur le marché du travail. Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est exprimé en pourcentage de chômeurs et de travailleurs découragés ou sous-employés dans la population active totale. L'indicateur sera présenté séparément pour les femmes et les hommes afin de saisir les inégalités entre les sexes. Le recours à cet indicateur pourrait également se justifier au motif que l'inactivité et le sous-emploi risquent d'entraîner une dégradation des compétences et des qualifications dont dépendent la productivité et le bien-être futur<sup>13</sup>.
- **Emploi et formation des jeunes** : il faut prêter une attention particulière aux perspectives d'emploi des jeunes, que la dégradation du marché du travail touche de manière disproportionnée, comme

<sup>12</sup> Pour la plupart des pays de l'OCDE, les estimations se réfèrent aux revenus perçus en 2018, avec des estimations encore plus anciennes pour plusieurs pays.

<sup>13</sup> La mesure utilisée est incluse dans le tableau de bord de l'OCDE sur le bien-être économique des ménages, la mesure comparative calculée par le Secrétariat étant basée sur la méthodologie utilisée par le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. Ces estimations peuvent différer de celles communiquées par les offices statistiques nationaux (par exemple la Corée) et régionaux (par exemple Eurostat).

cela a déjà été le cas lors la grande crise financière. Par ailleurs, les élèves de l'enseignement secondaire de plusieurs pays de l'OCDE ont vu leur scolarité sensiblement interrompue du fait de la pandémie, ce qui risque d'avoir des répercussions sur les résultats scolaires et professionnels des jeunes dans un futur proche. Le taux de jeunes (18-29 ans) sans emploi et sortis du système éducatif (ou taux NEET) est inclus dans le tableau de bord pour rendre compte des retombées globales de la crise sur les jeunes adultes au lendemain de la pandémie.

### Encadré 3. Utiliser des techniques de prévision immédiate pour combler les lacunes dans les données

Actuellement, les indicateurs comparables de l'inégalité des revenus dans les pays de l'OCDE sont fournis au Secrétariat par les pays membres avec des décalages temporels allant de deux à quatre ans. Les estimations « flash » peuvent combler cet écart temporel en fournissant des valeurs préliminaires pour une année plus récente. Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour produire des estimations « flash », le choix des méthodes dépendant d'un certain nombre de facteurs, notamment les circonstances socio-économiques existantes, la disponibilité des données et le type d'indicateur à produire.

Sur la base d'une évaluation récente des méthodes alternatives, Eurostat (l'office statistique de l'Union européenne) a conclu que la prévision immédiate basée sur des modèles de microsimulation est la technique la plus précise pour produire en temps voulu des estimations *annuelles* de la répartition des revenus et de la pauvreté (Eurostat, 2020<sub>[10]</sub>). La prévision immédiate avec microsimulation consiste à ajuster les microdonnées des enquêtes sur les revenus des ménages d'une année précédente pour refléter les changements socio-économiques et démographiques qui ont eu lieu entre la période où les données ont été collectées et la période d'intérêt. Ces ajustements ont pour objectif de refléter les changements dans les conditions du marché du travail (par exemple, l'emploi), la structure démographique de la population (par exemple, le vieillissement de la population), les revenus du marché (par exemple, les bénéfices) et les politiques (par exemple, les impôts et les prestations). Les ajustements sont basés sur des sources statistiques plus récentes (par exemple, les données démographiques, les comptes nationaux, les enquêtes sur la population active) et sur des modèles de microsimulation, qui estiment les modifications des impôts et des prestations en se fondant sur les politiques annoncées.

La prévision immédiate fondée sur des modèles de microsimulation est maintenant utilisée depuis plusieurs années par les organismes statistiques nationaux et internationaux pour produire des estimations de la distribution des revenus (Eurostat, 2020<sub>[10]</sub>). D'autres bureaux de statistique ont commencé à les utiliser pour produire des estimations « flash » des inégalités de revenus pour l'année 2020, par exemple, ainsi que des pressions nationales sur l'emploi et l'environnement (Australian National Skills Commission, 2020<sub>[11]</sub>).

La prévision immédiate avec microsimulation prend en compte à la fois les évolutions du marché et les changements de politiques, de sorte qu'elle peut estimer les changements de revenu à différents points de la distribution. Les analyses d'Eurostat sur plusieurs années ont montré que la prévision immédiate basée sur la microsimulation est mieux adaptée pour prédire les points de retournement des indicateurs que les méthodes qui reposent sur l'extrapolation des tendances précédentes, bien que cette conclusion puisse varier selon les pays et les contextes.

Les principaux défis de la méthodologie sont le choix des enquêtes et autres sources statistiques alimentant l'exercice, les incohérences des données entre les enquêtes auprès des ménages et les sources externes dans l'évolution des composantes du revenu ou les transitions sur le marché du travail, et les écarts entre les revenus simulés et observés. Contrairement à la prévision, qui repose sur des projections et des hypothèses sur les circonstances économiques futures, la prévision immédiate repose sur les données *observées* qui sont déjà disponibles pour la période d'étude. Bien que le recours

à de telles données ajoute de la robustesse aux estimations, cela peut également ralentir le processus de production pour prévoir des indicateurs fiables à haute fréquence et en temps réel (par exemple, des distributions trimestrielles actualisées). Pour ces indicateurs, les techniques d'interpolation et d'extrapolation pourraient constituer une meilleure alternative.

Certains pays ont déjà publié des données sur la répartition des revenus pour 2020, ou sont sur le point de le faire (par exemple, le Costa Rica, le Mexique et les États-Unis). Le Secrétariat utilisera ces données pour alimenter le tableau de bord. Pour d'autres pays, la seule option actuellement disponible pour générer des estimations de la répartition des revenus pour l'année 2020 est de s'appuyer sur les projets de prévision immédiate existants menés par les offices statistiques. Le groupe de travail qui a guidé la sélection des indicateurs pour le tableau de bord de la reprise a convenu que ces projets constituent le meilleur outil pour produire des estimations « flash » plus rapides des inégalités de revenus. Le Secrétariat collabore donc avec ces offices statistiques pour compiler des estimations « flash » des inégalités de revenus en 2020 sur la base de ces sources de données, dans le but de les combiner avec une sélection d'indicateurs de la base de données de l'OCDE sur la répartition des revenus (IDD). Une réunion d'experts sera organisée à l'avenir pour fournir des orientations supplémentaires au Secrétariat sur la meilleure façon d'exploiter et d'améliorer les méthodologies existantes pour produire des estimations « flash ».

- **Précarité financière** : les statistiques officielles sur la précarité financière et plus largement la richesse des ménages ne sont disponibles qu'avec un décalage d'environ trois ans, ce qui limite leur utilisation pour suivre les évolutions immédiates en période de crise (OECD, 2021<sup>[4]</sup>). Une alternative consiste à saisir la précarité financière des groupes vulnérables grâce à une mesure plus opportune basée sur la perception. Le Gallup World Poll comporte une question sur la capacité ressentie des individus à « s'en sortir » avec le revenu du ménage qui est semblable, sur le plan conceptuel, à la question relative à la difficulté perçue par les individus à joindre les deux bouts figurant dans l'enquête EU-SILC, dont le rapport *Comment va la vie ?* de l'OCDE rend également compte. L'analyse comparative des séries chronologiques des deux indicateurs (appendice 2) montre qu'ils traduisent une dynamique en grande partie identique, et que l'intégration de l'indicateur de l'enquête GWP au tableau de bord serait donc pertinente étant donné qu'il comporte des données relatives à tous les pays de l'OCDE et qu'il est suffisamment actuel (appendice 2). Cependant, les problèmes statistiques provenant de l'utilisation des données du GWP devront être résolus au cours du temps, notamment en les remplaçant par des données officielles alternatives lorsque celles-ci seront disponibles.
- **Faible satisfaction à l'égard de la vie** : la pandémie a affecté toutes les dimensions de la vie des gens, et ces impacts varient considérablement d'un groupe à l'autre. Outre les retombées économiques et professionnelles, le tableau de bord devrait prendre dûment en compte l'incidence globale de la crise sur les aspects non matériels de la vie, comme les relations sociales et la solitude, la santé mentale, l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle et l'état de santé. Les indicateurs du bien-être subjectif semblent avoir mis en évidence les retombées considérables de la crise du COVID-19 sur la vie des citoyens<sup>14</sup>. En temps de crise, il est particulièrement judicieux de se pencher sur la partie inférieure de la distribution de la satisfaction dans la vie et d'examiner

<sup>14</sup> Les éléments tirés des données hebdomadaires recueillies par l'Office national de statistique du Royaume-Uni font apparaître un fléchissement marqué de la satisfaction à l'égard de la vie pendant les périodes de confinement, accompagné d'un fort accroissement des affects négatifs (anxiété, etc.) et d'un recul des affects positifs (bonheur ressenti, etc.)  
<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/wellbeing/bulletins/personalwellbeingintheukquarterly/april2011toseptember2020>.

la proportion de personnes très insatisfaites de leur vie, également appelée privation de satisfaction dans la vie. De nombreux éléments indiquent qu'une série de politiques et de conditions ont une incidence sur la satisfaction des personnes dans la vie (voir Encadré 4). Cela a également été corroboré par des études récentes examinant les effets des politiques liées au COVID-19 dans certains pays, qui ont suggéré que les confinements et les mesures de soutien économique ont empêché d'importantes pertes de bien-être subjectif pendant la pandémie (Foa, Gilbert et Fabian, 2020<sup>[12]</sup>). Comme pour les autres indicateurs autodéclarés, en l'absence de statistiques officielles en temps opportun, le tableau de bord de la reprise s'appuie sur les données du GWP, accompagnées des mises en garde appropriées.

35. Dans la dimension de l'inclusion, le groupe de travail a identifié un certain nombre de domaines supplémentaires pour la poursuite des travaux. Si tous les indicateurs conceptuellement valables ne sont pas actuellement mesurables ou disponibles en temps voulu, ces concepts pourraient être pris en compte à l'avenir à mesure que de nouvelles données deviendront disponibles. Il s'agit notamment de mesures de la pauvreté absolue, de l'égalité des chances et de l'éducation (par exemple, jours d'école perdus, élèves retournant à l'école), du logement (par exemple, logement abordable, expulsions) et du travail non rémunéré et de l'inactivité. Les problèmes de santé mentale et la solitude ont sensiblement augmenté durant la crise. Malheureusement, il n'existe pas actuellement de statistiques officielles comparables sur ces indicateurs. Il s'agit d'un domaine dans lequel des approches expérimentales (données massives ou sources non officielles, par exemple) pourraient être envisagées à l'avenir pour donner une mesure indirecte plus actuelle de la situation, et dans lequel une future harmonisation des statistiques officielles se justifierait<sup>15</sup>. Les membres du groupe de travail ont exprimé un intérêt particulier à explorer la possibilité de saisir les résultats du logement sur l'inclusion à l'avenir, ainsi que pour une ventilation plus poussée afin de saisir les inégalités qui affectent les groupes raciaux et ethniques.

36. Le graphique suivant présente la tendance moyenne de l'OCDE pour les indicateurs d'inclusion ainsi que pour un exemple de pays. Des notes détaillées sur les métadonnées sont fournies dans l'appendice 3.

---

<sup>15</sup> Voir par exemple (Algan et al., 2016<sup>[20]</sup>) et [https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0047272720302103?dgcid=raven\\_sd\\_aip\\_email](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0047272720302103?dgcid=raven_sd_aip_email).

#### Encadré 4. Bien-être subjectif : mesures et facteurs politiques

Ces dernières années, les OSN ont accompli des progrès considérables en matière d'évaluation du bien-être subjectif. Si certains pays ont assuré, sous une forme ou sous une autre, un suivi de la satisfaction à l'égard de la vie depuis des décennies, les appels d'éminents universitaires tels que Kahneman & Krueger (2006) et la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009) ont suscité un nouvel intérêt pour ces mesures au cours des dernières années, avec des développements sur l'utilisation optimale de la formulation des questions et des échelles de réponse qui ont amené les pays à repenser leurs éléments de satisfaction à l'égard de la vie et à adopter de nouvelles mesures. La parution des lignes directrices de l'OCDE, *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being* (2013<sup>[13]</sup>) a déclenché un processus d'harmonisation, favorisant le recours général à une question type sur la satisfaction à l'égard de la vie qui a été amplement vérifiée et validée. Les membres du groupe de travail ont soutenu l'inclusion d'indicateurs sur le bien-être subjectif, bien que certains aient indiqué la nécessité de nuancer les résultats des indicateurs autodéclarés lorsqu'il existe des preuves qu'ils ne sont pas entièrement corrélés avec les indicateurs objectifs.

La majorité des pays de l'OCDE ont recueilli une fois au moins des données sur la satisfaction à l'égard de la vie conformément aux normes d'évaluation présentées dans les lignes directrices, et certains pays le font plus régulièrement. Eurostat a mis en œuvre le module EU-SILC sur le bien-être qui a fourni une masse critique d'estimations officielles pour les comparaisons entre pays. À ce stade, le module n'a cependant été appliqué qu'en 2013 et en 2018, et seul un petit nombre de pays de l'OCDE ont intégré la satisfaction à l'égard de la vie dans un formulaire d'enquête courant, ou organisé une collecte de données distincte visant à recueillir des informations sur le bien-être subjectif. En l'absence de statistiques officielles plus récentes, le Gallup World Poll fournit des données annuelles sur la satisfaction à l'égard de la vie pour 2020. Ces données sont incluses dans le tableau de bord à titre de mesure indirecte, d'autant plus que ces données ont déjà été vérifiées dans le passé par le CSSP (appendice 2).<sup>16</sup>

#### **Les déterminants politiques du bien-être subjectif**

Si le bien-être subjectif a un large éventail de déterminants directs et indirects, il est également sensible aux interventions politiques. La conclusion selon laquelle le bien-être subjectif n'est pas un phénomène culturel est corroborée par les constatations selon lesquelles le bien-être subjectif des immigrants converge généralement vers celui qui prévaut dans leur pays d'accueil, même s'ils viennent de pays dont les niveaux de bien-être subjectif sont très différents (Helliwell, J. et al., 2018<sup>[14]</sup>). Les différences internationales en matière de bien-être subjectif dépendent donc en grande partie du niveau de vie, qui comprend des facteurs pouvant faire l'objet de politiques, tels que la prospérité matérielle, l'emploi, la qualité de la gouvernance et les services publics. Si les faibles revenus et le chômage sont des facteurs prédictifs particulièrement forts d'une faible satisfaction à l'égard de la vie, les facteurs matériels n'expliquent pas entièrement le bien-être subjectif, et les facteurs non matériels tels que les liens sociaux et le soutien social, la confiance, le logement, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et la qualité de l'environnement sont tous des facteurs dont il a été démontré qu'ils contribuent de manière significative aux résultats en matière de bien-être subjectif (Boarini et al., 2012<sup>[15]</sup>).

Source : OCDE (2013<sup>[13]</sup>), *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264191655-en>.

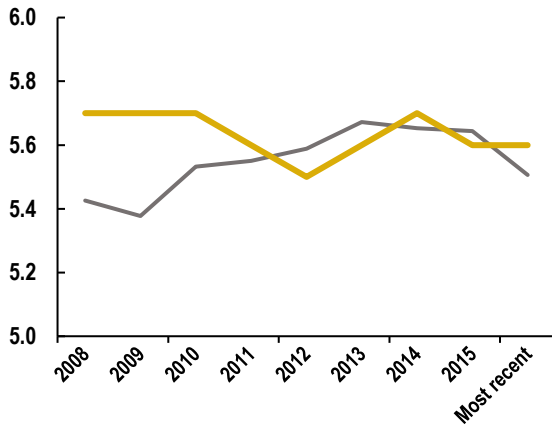
<sup>16</sup> La publication *Comment va la vie ?* (OCDE, 2020<sup>[21]</sup>) a commencé à rendre compte de la satisfaction à l'égard de la vie au moyen de statistiques officielles en 2020, après avoir exploité les données de l'enquête Gallup World Poll dans les éditions précédentes.

Dimension : **Une reprise inclusive**

— OECD — Illustrative country

**Inégalités de revenu**

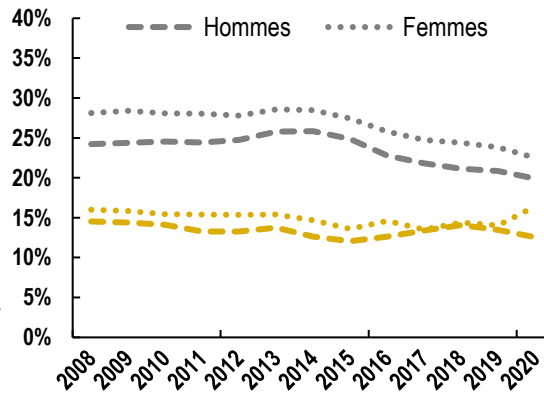
Ratio du quintile de revenu disponible S80/S20, la part du revenu détenue par le quintile supérieur divisée par la part détenue par le quintile inférieur



Source : Base de données de l'OCDE sur les inégalités de

**Insécurité financière**

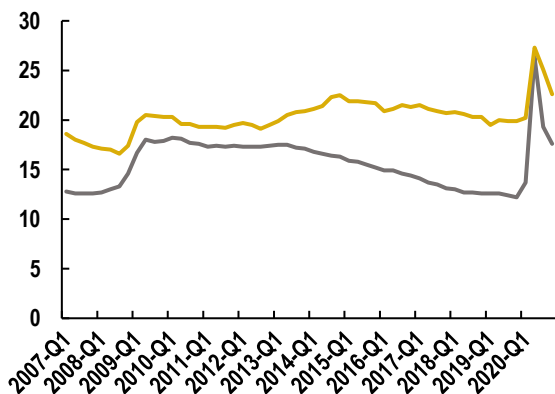
% de personnes déclarant trouver difficile ou très difficile de se débrouiller avec les revenus de leur ménage, hommes et femmes



Source : Gallup World Poll

**Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre**

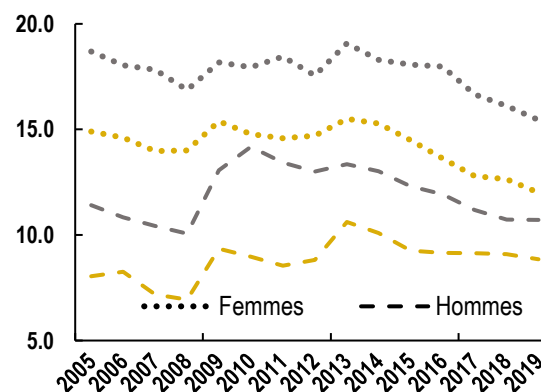
% de personnes sans emploi, inactives, désireuses de travailler et disponibles, mais qui n'auraient pas cherché de travail au cours des 4 dernières semaines, plus celles avant



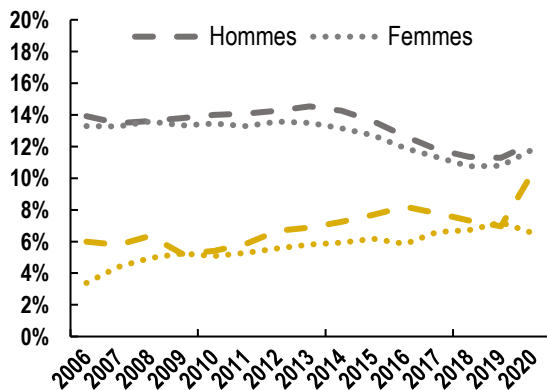
Note : données par sexe disponibles à partir de septembre 2021

**Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif**

% de jeunes hommes et femmes (15-29 ans) qui sont sans emploi et sortis du système éducatif



Source : calculs de l'OCDE à partir des enquêtes nationales sur la population active.



**Personnes ayant une faible satisfaction à l'égard de la vie**

% de personnes déclarant un niveau de satisfaction à l'égard de la vie de 4 ou moins sur une échelle de 0 à 10, hommes et femmes

Source : Gallup World Poll

Des notes détaillées sur les données des indicateurs sont fournies dans l'Annexe B, ci-dessous.



## Une reprise économique verte

37. Pour reconstruire en mieux, il faut concilier les mesures de relance à court terme avec l'ambition à long terme d'une transition verte centrée sur l'humain. La crise climatique et d'autres problèmes environnementaux, comme l'exposition à la pollution et les menaces pour la biodiversité, exigent une intensification des mesures d'atténuation et d'adaptation. Les indicateurs de cette composante portent en priorité sur les émissions responsables du changement climatique et les investissements connexes à l'appui des énergies propres, sur l'utilisation des ressources physiques et sur l'exposition des populations à la pollution. Les membres du groupe de travail ont exprimé des vues convergentes sur les considérations conceptuelles, et ont établi d'un commun accord la liste des indicateurs potentiels. Le groupe a en outre envisagé d'autres indicateurs possibles, comme l'évolution de l'utilisation des sols, pour évaluer les menaces qui pèsent sur la biodiversité.

38. Les indicateurs de la dimension verte inclus dans le tableau de bord<sup>17</sup> sont les suivants :

- **Émissions de gaz à effet de serre (GES)** : même si les émissions de GES ont diminué temporairement en raison des restrictions liées à la pandémie, en l'absence de réformes structurelles, il est peu probable que cette baisse ait un impact significatif à long terme sur les niveaux de GES dans l'atmosphère. De ce fait, la concentration atmosphérique de GES qui est à l'origine du changement climatique devrait encore augmenter<sup>18</sup>. Il conviendrait qu'un indicateur des émissions de GES permette de savoir si les émissions diminuent régulièrement pendant et après la reprise et soit complété par des indicateurs des émissions de GES exprimés par rapport au PIB et par habitant. Comme des données annuelles comparables sur les émissions totales de GES dues à la consommation d'énergie et aux processus industriels ne sont disponibles que jusqu'en 2019, l'OCDE étudie la possibilité de recourir à des données plus récentes ou à plus forte périodicité, notamment des informations géospatiales, pour établir des estimations trimestrielles de très court terme de ces émissions. Un partenariat avec d'autres organisations internationales (à savoir l'AIE, le FMI et Eurostat) a été établi pour atteindre cet objectif. La mesure des émissions trimestrielles de GES permettrait de mettre en parallèle les variations de la production et les variations des émissions anthropiques, et de replacer ainsi les tendances de l'activité économique dans leur contexte. L'encadré 3 fournit des informations plus précises sur les techniques permettant d'établir des estimations avancées qui seront utilisées pour élaborer ces indicateurs, de même que sur certains des éléments à prendre en compte dans l'interprétation des résultats.
- La volonté d'augmenter de **la part de l'énergie provenant de sources renouvelables** s'est traduite par un renforcement du soutien des pouvoirs publics dans plusieurs pays, et un certain nombre de pays de l'OCDE utilisent les plans de relance économique pour investir dans les sources d'énergie renouvelables et éliminer progressivement les combustibles fossiles. Un

---

<sup>17</sup>Lors de la dernière consultation des comités de substance, un délégué a fait observer que les indicateurs proposés appartenaient à la catégorie des indicateurs « retardés », qui rendent compte de l'évolution des tendances longtemps après la mise en œuvre des politiques et programmes visant à influencer sur ces tendances. À l'avenir, il pourrait être envisagé d'élaborer des indicateurs « avancés » susceptibles d'indiquer dans quel sens et jusqu'à quel point les mesures à moyen terme pourraient faire évoluer les indicateurs environnementaux retardés. De plus, mesurer les évolutions infra-annuelles des indicateurs de la composante « reprise verte » n'est pas une tâche aisée parce qu'à ce jour, seuls les indicateurs de la pollution de l'air et des émissions de GES sont mesurés très fréquemment. Il a par ailleurs été suggéré de compléter ces indicateurs par des informations supplémentaires reposant sur des indicateurs subjectifs, comme le fait d'avoir les moyens de disposer d'un logement chauffé (climatisé) en hiver (été) et de payer ses factures d'électricité et d'eau (données issues de l'enquête UE-SILC, par exemple). Il n'existe cependant pour l'instant pas de données de ce type disponibles pour une majorité de pays de l'OCDE et autorisant des comparaisons.

<sup>18</sup> De plus de 2 ppm par an, atteignant 414.38 ppm à l'observatoire de Mauna Loa en juillet 2020 – voir : <https://www.esrl.noaa.gov/gmd/ccgg/trends/mlo.html>.

indicateur de la part de l'énergie issue de sources renouvelables permet de vérifier si les pays prennent des mesures pour respecter leurs objectifs climatiques.

- Outre les émissions de CO<sub>2</sub>, l'**utilisation des ressources physiques** est un deuxième aspect clé de l'empreinte de l'activité économique sur l'environnement. L'indicateur du tableau de bord mesure à quel point l'activité économique dépend de l'extraction de nouvelles ressources plutôt que de ressources recyclées. Pour « reconstruire en mieux » les économies et les sociétés, on ne doit pas seulement tenir compte des émissions de gaz à effet de serre : il faut aussi prendre en considération l'intensité d'utilisation des ressources, qui a également des retombées indirectes sur la biodiversité et le changement climatique. Le groupe de travail a en outre souligné qu'il était important d'examiner la disponibilité de données pour construire un indicateur des déchets électroniques. Des informations sur le recyclage et l'utilisation secondaire des matériaux pourraient également être envisagées pour faciliter l'interprétation, lorsque des informations récentes et comparables sont disponibles.
- La **pollution atmosphérique** a provisoirement reculé du fait que les transports terrestres et les voyages aériens ont fait l'objet de restrictions dès le début de la pandémie ; un certain nombre de pays en ont toutefois signalé la recrudescence depuis<sup>19</sup>. La pandémie ayant mis en lumière le lien entre la pollution de l'air et la mortalité due au COVID-19 (niveaux plus élevés de pollution intérieure et extérieure aggravant les conséquences sanitaires de la maladie et intensifiant la transmission aérienne du virus), un indicateur de l'exposition humaine aux particules (PM<sub>2,5</sub>) est inclus dans le tableau de bord pour renseigner sur l'évolution de la qualité de vie environnementale pendant et après la reprise. Parallèlement aux séries chronologiques agrégées, des données géospatiales sont étudiées pour identifier les points chauds de la pollution atmosphérique à partir des travaux récents de l'OCDE dans ce domaine, ce qui permettra une attribution plus précise de la pollution atmosphérique aux politiques nationales, compte tenu des effets transfrontaliers.
- **Biodiversité** : le groupe de travail a globalement convenu que les indicateurs environnementaux devraient aller au-delà du changement climatique et s'intéresser à d'autres problèmes, comme les menaces que l'exploitation accrue des ressources et les pressions sur les environnements naturels liées aux activités humaines présentent pour la biodiversité, quand bien même ces indicateurs sont des indicateurs à long terme et ne rendent pas compte des évolutions à moyen terme. Le groupe de travail a estimé que la biodiversité était une dimension particulièrement pertinente dans le contexte de la reprise post-COVID-19 en raison de la possibilité que la maladie elle-même ait une cause environnementale et a proposé de la mesurer sur la base de la part de couvert végétal naturel et semi-naturel en pourcentage de la superficie totale. Cet indicateur a été considéré comme l'indicateur le plus adapté parce qu'il mesure l'espace naturel disponible pour les espèces sauvages et leur conservation. Cependant, il présente un décalage temporel un peu plus long que d'autres indicateurs du tableau de bord : les données portant sur 2020 ne seront en effet disponibles qu'en 2022. La superficie totale des terres naturelles en pourcentage de la superficie totale évolue lentement au fil du temps pour de nombreux pays sous l'effet de facteurs historiques et géographiques qui rendent les comparaisons de niveaux entre pays moins significatives sans prise en compte des rythmes de changement et des moteurs des tendances.

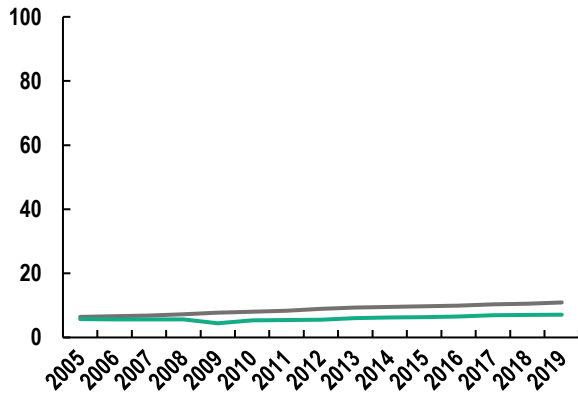
39. Le graphique suivant présente la tendance moyenne de l'OCDE pour les indicateurs verts ainsi que pour un pays choisi à titre d'exemple. Des notes détaillées sur les métadonnées sont fournies dans l'appendice 3.

<sup>19</sup> Voir par exemple : <https://eeb.org/air-pollution-returns-to-china/>; <https://www.tellerreport.com/news/2020-06-10-air-pollution-in-paris--%22we-have-retained-to-80%25-of-the-usual-level%22.S1EeOESR3U.html>.

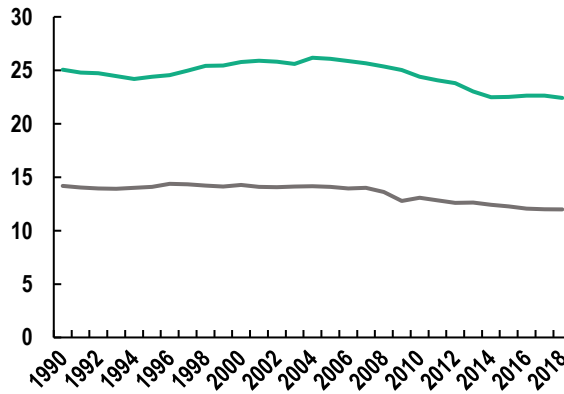
## Dimension : Une reprise verte

**Énergie renouvelable**

Énergie renouvelable en % de l'approvisionnement en



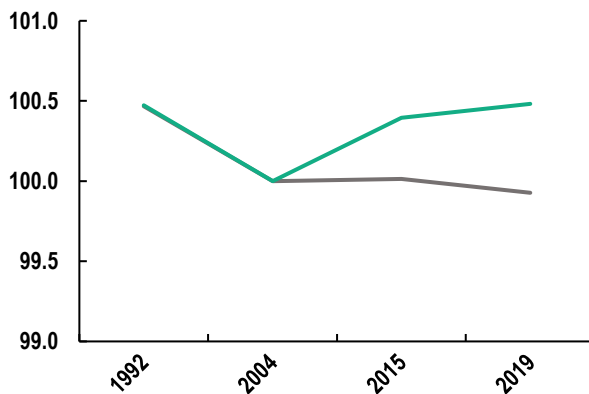
Source : Base de données World Energy Balances de l'AIE

**Émissions de GES**Tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, par habitant

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

**Couverture naturelle du sol**

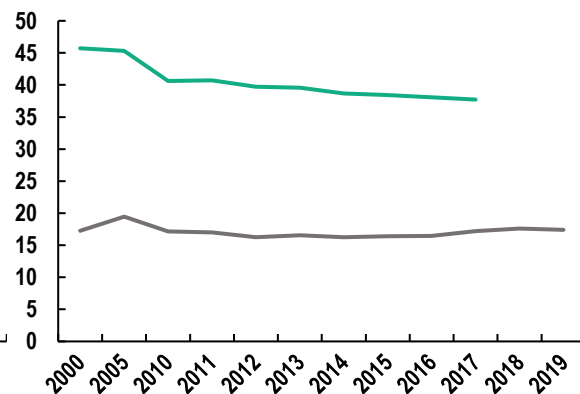
Superficie totale des terres végétalisées naturelles et semi-naturelles, indice 2004 = 100



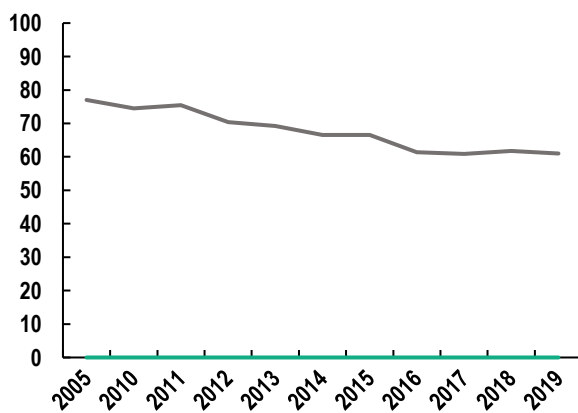
Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

**Consommation de matériaux**

Consommation nationale de matériaux, tonnes par habitant



Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

**Exposition à la pollution de l'air extérieur**

% de personnes vivant dans des zones où les concentrations annuelles de particules fines de moins de 2,5 microns de diamètre dépassent la valeur indiquée par la directive de l'OMS sur la qualité de l'air, qui est de 10 microgrammes par mètre cube

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

Des notes détaillées sur les données utilisées pour calculer les indicateurs sont fournies en annexe 3.

### **Une reprise économique résiliente**

40. « Reconstruire en mieux » est le principe fondamental sur lequel les responsables publics fondent leurs ambitions pour la reprise au lendemain de la pandémie de COVID-19, ainsi que le fil conducteur de toutes les composantes du tableau de bord. Cet objectif suppose dans une large mesure de se préparer aux chocs futurs et aux mégatendances auxquelles nous serons confrontés dans les années à venir. Les mégatendances à prendre en considération sont notamment la transformation numérique, le vieillissement démographique et les défis posés aux démocraties. Le groupe de travail a considéré qu'il était important de pouvoir penser à la résilience dans l'éventualité de crises futures autres que celle du COVID-19. Cependant, ses membres ont également relevé l'étendue conceptuelle de cette composante, et fait valoir que les indicateurs devaient se concentrer sur les mécanismes qui auraient amélioré la riposte à la crise actuelle (et, éventuellement, aux crises futures). Ils ont en outre suggéré d'explorer la possibilité de prendre en compte les avancées technologiques pertinentes (par exemple, le développement de vaccins), les investissements dans l'infrastructure numérique (par exemple, dans les logiciels et les TIC), les développements technologiques (par exemple, la R&D dans les TIC et les services de santé), les services collectifs (par exemple, le logement, les services de santé et de garde d'enfants) ainsi que les indices de réglementation des marchés de produits de l'OCDE (reflétant par exemple la concurrence), tout en assurant un suivi des réserves du secteur financier, même si aucun de ces aspects n'est pour l'heure inclus dans le tableau de bord.

41. Les principaux indicateurs envisagés sont les suivants :

- **Investissement** : l'objectif consistant à reconstruire en mieux appellera des investissements publics et privés considérables, notamment dans le capital humain et dans des infrastructures vertes et numériques. Les enseignements dégagés de crises antérieures ont montré que l'absence d'investissement dans ces domaines risque de se traduire par une reprise moins vigoureuse et plus brève. Pour renforcer la résilience aux crises futures, il faut effectuer ces investissements et se concentrer sur les priorités en matière d'écologie et d'inclusion. Aucun indicateur ne permet à lui seul de saisir pleinement les besoins en investissement de cette reprise. Les gains et pertes de capital humain sont dans une certaine mesure reflétés dans l'indicateur de sous-utilisation de la main-d'œuvre inclus dans la dimension « reprise inclusive ». C'est pourquoi un indicateur large de l'investissement en capital fixe a été adopté, parallèlement à une mesure plus étroite de l'investissement dans les actifs de propriété intellectuelle, qui inclut la R&D. Bien que les capacités d'absorption des économies ne soient pas illimitées, dans la conjoncture actuelle, l'investissement public est un outil essentiel pour stimuler l'activité économique à court terme tout en travaillant à la réalisation des ambitions à long terme. Afin de saisir les aspects qualitatifs de l'investissement, des analyses complémentaires sur le contexte des pays doivent être envisagées, par exemple, sur la capacité de l'investissement à contribuer aux objectifs de durabilité, à informer sur la capacité des dépenses publiques en capital à mobiliser l'investissement privé, compte tenu également des cadres réglementaires, des droits de propriété intellectuelle (DPI), des mécanismes budgétaires et des partenariats public-privé qui peuvent exploiter l'investissement public et en améliorer l'efficacité. À l'avenir, un indicateur sur l'investissement de qualité ou l'investissement durable pourrait également être envisagé.
- **Dette du secteur institutionnel** : dans le secteur public, les pertes économiques liées à la pandémie et l'augmentation des dépenses publiques ont accru les niveaux d'endettement, et dans beaucoup de pays, les pouvoirs publics se sont appuyés sur l'espace budgétaire disponible pour prendre les mesures de relance nécessaires pendant cette crise. La hausse de l'endettement public constitue un risque pour la viabilité des finances publiques, en particulier dans l'hypothèse où les taux d'intérêt réels augmenteraient à l'avenir. Une croissance plus forte contribuant à alléger le poids de la dette publique, fin 2022, le ratio dette sur PIB aura reculé d'environ 5 points de pourcentage dans l'économie avancée médiane (OCDE, 2021<sup>[11]</sup>). Surveiller la dette publique en pourcentage du PIB est donc pertinent dans un contexte de hausses importantes des dépenses

publiques, des taux d'intérêt et de la croissance du PIB. Compte tenu de l'évolution des discussions sur la viabilité budgétaire, le groupe de travail a également envisagé d'autres mesures, telles qu'un indicateur des intérêts de la dette, mais a finalement préféré s'en tenir à des indicateurs plus classiques. Outre le suivi de la dette publique, il est également utile de surveiller l'évolution des niveaux d'endettement des ménages et du secteur privé, car ceux-ci peuvent aussi peser sur la résilience du secteur financier à la suite de la crise et de l'évolution des taux d'intérêt.

- **L'infrastructure et les technologies numériques** ont favorisé la résilience face à la pandémie de COVID-19, les activités économiques et sociales ayant eu lieu en ligne. Depuis le commerce électronique jusqu'à l'enseignement en ligne, les technologies numériques ont évité des pertes plus importantes de production et de capital humain. En même temps, les disparités en matière d'accès et d'usage efficace des technologies numériques sont une composante importante des inégalités en général. Les établissements scolaires et les élèves insuffisamment équipés se laissent distancer. Un indicateur général des investissements dans les infrastructures numériques, tel que le taux de pénétration du haut débit est inclus dans le tableau de bord. Il permettra de savoir dans quelle mesure la transformation numérique concerne toutes les régions d'un pays. L'utilisation d'informations complémentaires pourrait faciliter l'interprétation des « indicateurs liés à la transformation numérique », qui englobent le cadre réglementaire et les DPI qui favorisent l'investissement dans les biens incorporels fondés sur la connaissance et garantissent la disponibilité du capital humain pour la création et la diffusion d'idées et de technologies innovantes.
- **Confiance à l'égard des pouvoirs publics** : l'OCDE a consacré un grand nombre de travaux à l'élaboration de mesures de la confiance des citoyens envers autrui et à l'égard des pouvoirs publics à la suite de la crise financière mondiale (voir Encadré 5). Plus récemment, de nombreuses études sur les déterminants de cette confiance ont été publiées. Les indicateurs de la confiance à l'égard des pouvoirs publics sont généralement étroitement corrélés à des indicateurs similaires (comme la confiance dans le système politique ou juridique), car les individus ont tendance à les interpréter de la même manière, bien qu'ils se réfèrent parfois à des concepts légèrement distincts. Des indicateurs officiels de la confiance envers les pouvoirs publics sont disponibles pour plusieurs pays de l'OCDE, mais ils satisfont rarement aux critères d'actualité requis pour être intégrés au tableau de bord. L'enquête Gallup World Poll (GWP) fournit des indicateurs actualisés de la confiance à l'égard des pouvoirs publics, et ces indicateurs sont inclus dans le tableau de bord. Comme pour les autres indicateurs dépendant des données du GWP, les limites de cette source devront être indiquées lorsque les résultats sont présentés. À terme, il conviendra de remédier aux problèmes statistiques liés à l'utilisation de données du GWP, notamment en les remplaçant par d'autres données officielles quand celles-ci seront disponibles.
- **Couverture de la vaccination contre le COVID-19** : comme les systèmes de santé de l'OCDE étaient diversement préparés à absorber le choc de cette pandémie, le groupe de travail a convenu de la nécessité d'intégrer au tableau de bord un indicateur de la résilience de ces systèmes. Sous l'égide du Comité de la santé, le Secrétariat a envisagé un certain nombre d'indicateurs sur la qualité des soins, l'accès, les résultats en matière de santé et les facteurs de risque, mais les indicateurs de santé pâtissent généralement de longs décalages dans le temps. Étant donné son rôle dans la constitution d'une immunité collective vis-à-vis du COVID-19, il a été proposé de considérer qu'un indicateur reflétant la proportion de la population totalement vaccinée contre le COVID-19 devait être inclus dans le tableau de bord. Les données relatives à la couverture vaccinale peuvent être obtenues auprès d'une source indépendante associée à l'Université d'Oxford (Our World in Data) compilant des données relatives à tous les pays de l'OCDE à partir de sources nationales (Mathieu et al., 2021<sup>[16]</sup>). À l'avenir, dans le cadre d'éventuelles mises à jour du tableau de bord, le Secrétariat pourrait examiner avec le Comité de la santé d'autres possibilités d'indicateurs reflétant plus largement la résilience des systèmes de santé (ex. capacités en matière

de services de santé de base, obstacles à l'accès aux soins de santé et taux d'occupation des lits)<sup>20</sup>.

42. Le graphique suivant présente la tendance moyenne de l'OCDE pour les indicateurs de résilience ainsi que pour un pays choisi à titre d'exemple. Des notes contenant des métadonnées détaillées figurent en annexe 3.

#### **Encadré 5. Mesurer la confiance**

Au cours de la décennie écoulée, l'OCDE a mis au point de nouveaux outils visant à mesurer la confiance des citoyens, notamment la confiance envers autrui et dans les institutions, pour étayer ses recommandations en matière d'action publique. Dans le cadre de son Initiative Vivre mieux, lancée en 2011, et de sa mission consistant à promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure, l'OCDE a dévoilé, lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de 2013 consacrée à l'emploi, l'égalité et la confiance, sa Stratégie pour la confiance afin de fournir des orientations, notamment des conseils en matière de méthodologie et d'évaluation, propres à restaurer la confiance dans les institutions publiques. Soucieuse d'établir des normes d'évaluation de la confiance et d'encourager l'harmonisation des indicateurs officiels, l'OCDE a publié les Lignes directrices sur la mesure de la confiance (2017) et a intégré des indicateurs de la confiance dans son rapport *Comment va la vie ?* et dans son Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive. Plusieurs de ses pays membres, comme l'Australie, le Canada, la Corée ou Nouvelle-Zélande, collectent des données sur la confiance conformément à ces lignes directrices. Néanmoins, comme dans le cas du bien-être subjectif, le manque de statistiques officielles comparables suffisamment actuelles oblige à faire appel à d'autres sources, par exemple, dans le présent tableau de bord, à des données de l'enquête Gallup World Poll.

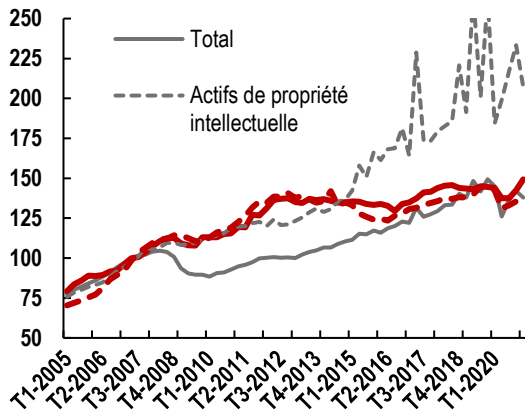
Les travaux réalisés par l'OCDE sur la base de la plateforme Trustlab ont permis d'évaluer les déterminants de la confiance envers autrui et envers les pouvoirs publics à l'échelon individuel, d'enrichir ainsi les informations factuelles disponibles sur la validité des mesures de la confiance et de ses déterminants (Murtin et al., 2018<sup>[17]</sup>). Ce document et d'autres travaux de l'OCDE ont montré que la confiance à l'égard des pouvoirs publics est largement déterminée par la compétence et les valeurs du gouvernement et des fonctionnaires (OECD, 2017<sup>[18]</sup>). Des perceptions positives quant à l'intégrité des responsables politiques et à la fiabilité et la réactivité du gouvernement et la satisfaction à l'égard des services publics renforcent tout particulièrement la confiance que les citoyens disent ressentir vis-à-vis de l'État. Ces constatations confirment la validité et l'utilité des indicateurs de la confiance envers les pouvoirs publics pour évaluer l'opinion plus générale des citoyens quant à la façon dont les responsables publiques répondent à leurs besoins.

<sup>20</sup> À mesure de l'augmentation de la couverture vaccinale contre le COVID-19, il faudra réévaluer de manière régulière la pertinence de cet indicateur, par exemple en mettant la couverture en relation avec le nombre de cas confirmés par million de personnes. Les pays ont chacun leur stratégie pour déployer les campagnes vaccinales et limiter la propagation du virus. Il faudra donc que cet indicateur fasse l'objet d'une interprétation et d'une communication claires s'inscrivant dans le contexte de la capacité des pays à réagir à la crise sanitaire et tenant compte des circonstances particulières influant sur la préparation des systèmes de santé à réagir à un choc comme le COVID-19 et à l'absorber. Il pourrait être envisagé d'utiliser des indicateurs tels que les capacités en matière de services de santé de base, les obstacles à l'accès aux soins de santé et le taux d'occupation des lits à la place de la couverture vaccinale contre le COVID-19 si cela est nécessaire pour améliorer le tableau de bord après son lancement lors de la RCM 2021 (PARTIE II).

Dimension : Une reprise résiliente

### Investissement

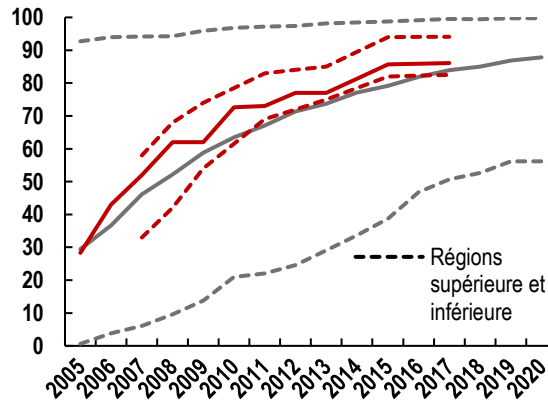
Formation brute de capital fixe, total et actifs de propriété intellectuelle, indice, 2007 = 100



Source : Base de données de l'OCDE sur les comptes

### Couverture en haut débit

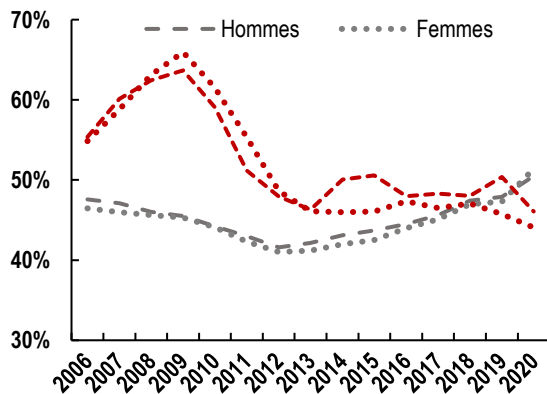
Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile (%), total et régions affichant la part la plus élevée



Source : Base de données de l'OCDE sur l'accès et

### Confiance à l'égard des pouvoirs publics

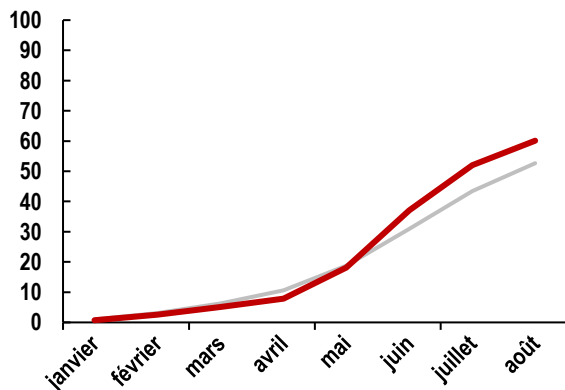
Part des personnes déclarant faire confiance au



Source : Gallup World Poll

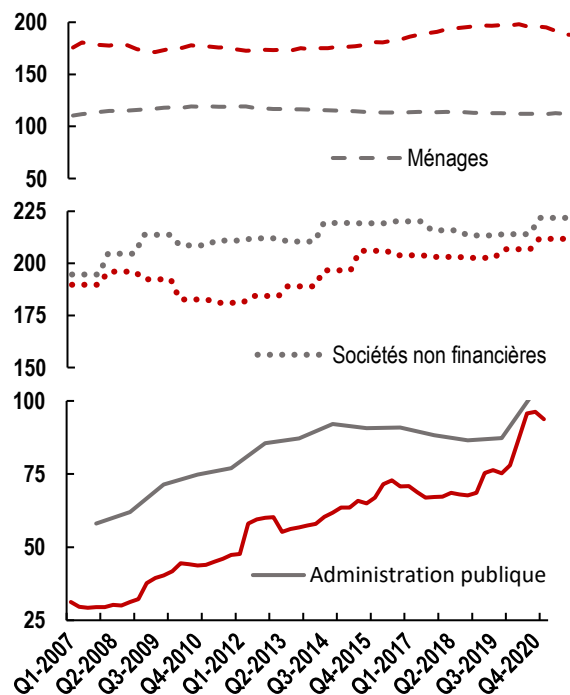
### Couverture de la vaccination contre le COVID-19

Part de la population totale ayant reçu toutes les doses



### Dettes du secteur institutionnel

Passifs par secteur institutionnel, en % de leur revenu ou du PIB de l'ensemble de l'économie



Source : Base de données de l'OCDE sur les bilans financiers et tableau de bord de l'OCDE sur le bien-être économique des ménages.

Source : Mathieu, E., Ritchie, H., Ortiz-Ospina, E. et al. A global database of COVID-19 vaccinations. Nat Hum Behav (2021), d'après des sources de données nationales.

Des notes détaillées sur les données utilisées pour calculer les indicateurs sont fournies en annexe 3.

## 5. Utilisation et évolutions futures du tableau de bord

43. Le tableau de bord pourra être visualisé sur la page web de l'OCDE grâce à un outil dynamique spécifiquement conçu (basé sur des indicateurs). Il viendra à l'appui des travaux statistiques de l'OCDE visant à prendre en compte des indicateurs au-delà du seul PIB, et aidera les pays à suivre de près leurs progrès sur un plus grand nombre de dimensions. Ce tableau de bord présentant des indicateurs de niveau supérieur, il devra être interprété en lien avec les analyses thématiques et sectorielles existantes de l'OCDE (par exemple, le tableau de bord de l'initiative En route vers le numérique ; le tableau de bord de la qualité de l'emploi ; le tableau de bord du Programme international pour l'action face au changement climatique (IPAC), etc.). Le Secrétariat continuera à travailler sur le tableau de bord après la RCM, en vue d'affiner certaines des statistiques qui, pour l'heure, ne sont pas disponibles dans les délais voulus.

44. Le groupe de travail et les autres comités consultés pendant le processus ont estimé que la structure du tableau de bord, articulée autour des quatre dimensions définies et présentant vingt indicateurs, était adaptée pour rendre compte des principaux aspects de la crise et de la reprise à l'œuvre. Tout élément particulier, comme la comparabilité entre pays ou encore l'usage de statistiques non officielles ou de techniques de nouvelle génération, sera dûment mentionné lors de la présentation des indicateurs. Les parties consultées se sont globalement prononcées en faveur de l'utilisation d'indicateurs fondés sur l'auto-déclaration lorsque ceux-ci s'avèrent nécessaires ou utiles pour compléter des indicateurs objectifs (voir l'Appendice 2), tout en attirant l'attention sur la différence de qualité entre les statistiques officielles et non officielles. Si dans leurs observations, plusieurs délégations ont évoqué la possibilité d'ajouter (ou de remplacer) certains indicateurs, ces suggestions appellent un nouveau débat de la part du groupe de travail et n'ont pas pu être retenues compte tenu du calendrier serré du projet<sup>21</sup>.

45. Il n'est pas opportun d'intégrer dans le tableau de bord actuel des indicateurs relatifs à l'action publique sachant que ceux-ci (et les recommandations d'action qui en découlent) sont du ressort des comités de substance de l'OCDE, comités qui dispensent régulièrement aux pays membres des conseils stratégiques fondés sur des données factuelles dans les domaines couverts par le tableau de bord. À l'inverse, plusieurs délégations estiment qu'il conviendrait à l'avenir que les travaux statistiques mettent l'accent en priorité sur une ventilation plus fine des indicateurs (par sexe, par groupe ethnique, pour les catégories défavorisées...) ; d'approfondir les indicateurs de la résilience (portant par exemple sur les secteurs financier et de la santé) ; et que le groupe de travail actuel du CSSP puisse intervenir, même après la présentation du tableau de bord aux Ministres, afin de revoir le jeu d'indicateurs à la lumière des nouvelles évolutions statistiques et des propositions des pays sur les indicateurs.

46. S'agissant du calendrier et de la durée de vie du tableau de bord, le tableau de bord doit être considéré comme un produit modulable en fonction des circonstances, avec une clause d'extinction au bout de trois ans et la présentation d'un rapport final au Conseil en 2024.

47. Les prochaines étapes de ce travail sont envisagées comme suit :

- Premièrement, le tableau de bord sera mis à jour une fois par an dans la perspective de la Réunion de Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM). À cette fin, le volet statistique pourra être renforcé au fur et mesure que de meilleurs indicateurs seront disponibles (en recourant par

---

<sup>21</sup> La présente synthèse des conclusions adoptées reprend la grande majorité des points de vue exprimés par les délégués n'ayant pas fait l'objet de débat, et note les observations particulières ou détaillées qui seront ultérieurement portées au niveau du groupe de travail dans l'objectif de parvenir à une convergence de vues de la part de la majorité des délégués, étant entendu que le Secrétariat n'est pas en mesure de prendre des décisions sur la base des demandes particulières d'un pays donné. À titre d'exemple, quelques délégués se sont déclarés nettement favorables à l'idée d'utiliser davantage les techniques de prévision immédiate, d'envisager une actualisation trimestrielle du tableau de bord pendant les phases aiguës de la pandémie, et de soutenir de façon plus importante et plus systématique les travaux portant sur les politiques publiques.



exemple aux techniques de prévision immédiate et en envisageant d'ajouter des indicateurs complémentaires afin de rendre compte de manière dynamique des défis que pose la reprise, en fonction des points forts et des faiblesses que les indicateurs laissent apparaître).

- Deuxièmement, le tableau de bord actuel ne s'enrichira pas d'un pilier relatif à l'action publique. À la discrétion des comités de substance concernés, les indicateurs pourraient être utilisés dans le cadre des analyses approfondies que l'OCDE mène sur les mesures de relance et leur efficacité dans le contexte post-COVID et selon la situation particulière de chaque pays (par exemple, dans le cadre des *Perspectives économiques de l'OCDE*, des Examens environnementaux, des Examens multidimensionnels par pays ou de *Mesurer les progrès sur la voie des ODD*).
- Enfin, pour faciliter ces efforts, le groupe de travail actuel pourra continuer à se concentrer sur le programme statistique, selon une approche en deux étapes : une première phase d'élargissement avec les indicateurs principalement disponibles auprès des OSN, et une seconde phase avec les indicateurs qui ne sont pas encore en cours d'élaboration. La mise en œuvre de la seconde phase ferait l'objet d'une consultation approfondie avec les comités concernés.

## Références

- Algan, Y. et al. (2016), « Big Data Measures of Well-Being : Evidence From a Google Well-Being Index in the United States », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2016/3, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jlz9hpg0rd1-en>. [20]
- Australian National Skills Commission (2020), *Nowcast of Employment by Region and Occupation (NERO)*, <http://www.nationalskillscommission.gov.au/our-work/nero> (consulté le August 2021). [11]
- Boarini, R. et al. (2012), « What Makes for a Better Life?: The Determinants of Subjective Well-Being in OECD Countries – Evidence from the Gallup World Poll », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2012/3, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5k9b9ltjm937-en>. [15]
- Demmou, L. et al. (2021), « Insolvency and debt overhang following the COVID-19 outbreak: Assessment of risks and policy responses », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1651, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/747a8226-en>. [8]
- Eurostat (2020), *Flash estimates of income inequalities and poverty indicators for 2019 (FE 2019) - Methodological note*, <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/7894008/8256843/Methodological-note-2019.pdf>. [10]
- Foa, R., S. Gilbert et M. Fabian (2020), *COVID-19 and Subjective Well-being: Separating the Effects of Lockdowns from the Pandemic*, The Lancet Psychiatry Manuscript, <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3674080>. [12]
- Helliwell, J. et al. (2018), *International Migration and World Happiness, Sustainable Development Solutions Network*, <https://www.eur.nl/esaa/media/2018-03-worldhappinessreport2018>. [14]
- Mathieu et al. (2021), « A global database of COVID-19 vaccinations », *Nature Human Behaviour*, <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations>. [16]
- Morgan, D. et al. (2020), « Excess mortality : Measuring the direct and indirect impact of COVID-19 », *OECD Health Working Papers*, n° 122, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/c5dc0c50-en>. [9]
- Murtin, F. et al. (2018), « Trust and its determinants: Evidence from the Trustlab experiment », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2018/2, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/869ef2ec-en>. [17]
- OCDE (2021), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2021 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/631c1b44-fr>. [1]
- OCDE (2020), *Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/ab72c502-fr>. [21]
- OCDE (2020), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2020 Numéro 2*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/8dd1f965-fr>. [2]

- OECD (2021), *Inequalities in Household Wealth and Financial Insecurity of Households*, [4]  
<https://www.oecd.org/wise/Inequalities-in-Household-Wealth-and-Financial-Insecurity-of-Households-Policy-Brief-July-2021.pdf>.
- OECD (2020), « From pandemic to recovery: local employment and economic development », [5]  
*OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*,  
<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/from-pandemic-to-recovery-local-employment-and-economic-development-879d2913/>.
- OECD (2020), *OECD Business and Finance Outlook 2020 : Sustainable and Resilient Finance*, [7]  
OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eb61fd29-en>.
- OECD (2020), « Productivity gains from teleworking in the post COVID-19 era: How can public policies make it happen? », [3]  
*OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*,  
<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/productivity-gains-from-teleworking-in-the-post-covid-19-era-a5d52e99/>.
- OECD (2017), *Trust and Public Policy: How Better Governance Can Help Rebuild Public Trust*, [18]  
OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris,  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264268920-en>.
- OECD (2013), *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, OECD Publishing, Paris, [13]  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en>.
- WHO (2021), *WHO-convened Global Study of Origins of SARS-CoV-2: China Part*, Joint WHO-China Study, [6]  
<https://www.who.int/publications/i/item/who-convened-global-study-of-origins-of-sars-cov-2-china-part>.
- Woloszko, N. (2020), « Tracking activity in real time with Google Trends », [19]  
*OECD Economics Department Working Papers*, n° 1634, OECD Publishing, Paris,  
<https://dx.doi.org/10.1787/6b9c7518-en>.

## Appendice 1 Indicateurs proposés pour le tableau de bord de l'OCDE à l'appui de la reprise post-COVID-19

Sous-thème	Indicateur	Cyclique/structurel	Ventilation	Périodicité	Source
<b>1. Une reprise économique forte</b>					
<b>Croissance du PIB</b>	Taux de croissance du PIB basés sur les données en volume corrigées des variations saisonnières, variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente	Cyclique	Total ; tranche supérieure (20 % des secteurs les plus performants) ; tranche inférieure (20 % des secteurs les moins performants)	Mensuelle ou trimestrielle (officiels) ; hebdomadaire (indicateur d'activité)	Comptes nationaux trimestriels ; indicateur hebdomadaire de l'activité de l'OCDE
<b>Total des heures travaillées</b>	Volume d'emploi (en nombre d'heures travaillées), variation en % par rapport à l'année précédente	Cyclique	Total	Annuelle	Base de données de l'OCDE sur la productivité
<b>Revenu des ménages</b>	Revenu disponible réel des ménages par habitant (corrigé de l'inflation), indice, 2007 = 100	Cyclique	Total	Trimestrielle	Comptes trimestriels par secteur de l'OCDE
<b>Dynamisme des entreprises</b>	Nombre de créations et cessations d'entreprises, indice, 2007 = 100	Cyclique	Total	Trimestrielle	Statistiques relatives aux entreprises
<b>Risques sanitaires</b>	Surmortalité, % de variation de la mortalité hebdomadaire par rapport au taux de mortalité moyen entre 2015 et 2019, hommes et femmes	Cyclique	Hommes ; Femmes	Hebdomadaire	Base de données sur l'état de santé de l'OCDE
<b>2. Une reprise économique inclusive</b>					
<b>Inégalités de revenu</b>	Ratio quintile S80/S20 du revenu disponible des ménages*	Structurel	Total	Annuelle	Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus
<b>Sous-utilisation de la main-d'œuvre</b>	Nombre de chômeurs, d'inactifs qui souhaitent travailler et sont disponibles mais n'ont pas cherché de travail au cours des 4 semaines précédentes, et d'employés ayant travaillé moins d'heures qu'ils ne le souhaiteraient, en pourcentage de la population active, corrigé des variations saisonnières.	Cyclique/structurel	Hommes ; Femmes	Trimestrielle	Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail
<b>Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif</b>	Proportion des jeunes (15-29 ans) sans emploi et sortis du système éducatif, en pourcentage	Cyclique/structurel	Hommes ; Femmes	Trimestrielle	Calculs de l'OCDE à partir des enquêtes nationales sur la population active

Sous-thème	Indicateur	Cyclique/structurel	Ventilation	Périodicité	Source
<b>Précarité financière*</b>	Proportion de la population jugeant difficile ou très difficile de vivre sur le revenu actuel du ménage	Cyclique/structurel	Hommes ; Femmes	Annuelle	Gallup World Poll
<b>Faible niveau de satisfaction à l'égard de la vie*</b>	Proportion de la population évaluant à 4 ou moins (sur une échelle de 0 à 10) sa satisfaction à l'égard de sa vie	Cyclique/structurel	Hommes ; Femmes	Annuelle	Gallup World Poll
<b>3. Une reprise économique verte</b>					
<b>Changement climatique</b>	Émissions de GES, tonnes d'équivalent CO <sub>2</sub> , par habitant*	Cyclique/structurel	Total	Annuelle	Statistiques de l'OCDE sur l'environnement
<b>Énergie verte</b>	Énergie renouvelable en % de l'approvisionnement en énergie primaire (solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, géothermique)	Structurel	Total	Annuelle	Base de données World Energy Balances de l'AIE
<b>Consommation de matériaux</b>	Consommation nationale de matériaux, de matières non énergétiques, tonnes par habitant	Structurel	Total	Annuelle	Statistiques de l'OCDE sur l'environnement
<b>Couverture naturelle des sols</b>	Couverture terrestre totale en végétation naturelle et semi-naturelle (zone arborée, prairie, zone humide, broussailles et végétation éparse), indice, 2004 = 100	Structurel	Total	Annuelle	Statistiques de l'OCDE sur l'environnement
<b>Exposition à la pollution de l'air extérieur</b>	Part de la population exposée à plus de 10 mg/m <sup>3</sup> de PM <sub>2.5</sub>	Cyclique/structurel	Total	Annuelle	Statistiques de l'OCDE sur l'environnement
<b>4. Une reprise économique résiliente</b>					
<b>Dette du secteur institutionnel</b>	Passifs par secteur institutionnel, en % du revenu ou du PIB de l'ensemble de l'économie	Cyclique/structurel	Administrations publiques ; sociétés non financières ; ménages	Trimestrielle	Base de données de l'OCDE sur les bilans financiers et base de données de l'OCDE sur la dette du secteur public
<b>Investissement</b>	Formation brute de capital fixe, 2007 = 100	Cyclique/structurel	Total ; Actifs de propriété intellectuelle	Trimestrielle	Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE
<b>Couverture en haut débit</b>	Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile	Structurel	Total ; Région la plus performante et la moins performante	Annuelle	Accès et utilisation des TIC dans l'OCDE
<b>Confiance à l'égard des pouvoirs publics*</b>	Proportion de la population déclarant faire confiance au gouvernement national	Cyclique/structurel	Hommes ; Femmes	Annuelle	Gallup World Poll
<b>Couverture vaccinale</b>	Proportion de la population totale ayant reçu la totalité des doses prescrites par le protocole de vaccination	Structurel	Total	Mensuelle	Our World in Data, Oxford University (à partir des

Sous-thème	Indicateur	Cyclique/structurel	Ventilation	Périodicité	Source
					sources nationales)

Note : pour les indicateurs d'inégalité des revenus et d'émissions de GES, des méthodologies de prévision immédiate sont en cours d'élaboration pour compléter les séries chronologiques avec des estimations opportunes. Les indicateurs de fréquence annuelle sont disponibles pour la plupart des pays de l'OCDE avec un décalage d'un an dans les séries chronologiques, à l'exception des émissions de GES, de l'occupation des sols et des données sur la consommation nationale de matériaux qui sont au mieux disponibles avec un décalage de deux ans. \* correspond aux indicateurs basés sur l'enquête Gallup World Poll.

## Appendice 2 Utilisation des données de l'enquête Gallup World Poll en l'absence de statistiques officielles

1. Si des progrès significatifs ont été accomplis dans l'harmonisation des statistiques officielles sur les progrès économiques, sociaux et environnementaux, des limites subsistent dans certaines dimensions lorsqu'il s'agit de compiler des indicateurs comparatifs et opportuns, notamment pour certaines composantes du bien-être matériel et non matériel au niveau des ménages. Pour remédier à ces limites, pour un petit nombre d'indicateurs conceptuellement importants, le Gallup World Poll (GWP) constitue une précieuse source de données. Le rapport de l'OCDE *Comment va la vie ?* s'est appuyé par le passé sur le GWP pour rendre compte de la confiance, du bien-être subjectif et d'autres indicateurs autodéclarés, avec l'aval du CSSP. Par ailleurs, le GWP est couramment utilisé par l'Organisation pour alimenter d'autres rapports. Le tableau de bord pourrait notamment comporter des indicateurs de la *précarité financière*, du *bien-être subjectif* et de la *confiance* fondés sur les données du GWP.

2. Les données du GWP comportent un certain nombre de limites : La collecte de données du Gallup World Poll obéit à des normes inférieures à celles que se fixent les offices statistiques nationaux ; elle fait notamment appel à des méthodes d'échantillonnage moins perfectionnées et à un échantillon plus restreint. Les instituts statistiques nationaux ont plus de moyens à consacrer à la correction des non-réponses et du biais d'échantillonnage. Les méthodes de collecte des données (par téléphone, en personne, etc.) et le moment où celle-ci intervient (le mois de l'année) varient également d'un pays à l'autre, ce qui peut compromettre la comparabilité internationale des niveaux (certaines de ces variations pouvant toutefois aussi s'appliquer aux statistiques officielles).

3. Les concepts mesurés dans le GWP et les enquêtes officielles correspondantes ne sont pas toujours identiques : par exemple, les questions de Gallup sur l'évaluation de la vie et la confiance dans les pouvoirs publics diffèrent des questions respectivement suggérées dans les Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure du bien-être subjectif, les Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance et celles utilisées dans les enquêtes officielles correspondantes. Il n'existe pas de lignes directrices officielles concernant les mesures autodéclarées de la précarité financière ou des difficultés à joindre les deux bouts. La publication de l'OCDE *Comment va la vie ?* rend compte des difficultés des ménages à joindre les deux bouts en utilisant une mesure de l'EU-SILC sur les difficultés à joindre les deux bouts sur le revenu du ménage. La mesure de l'enquête Gallup est similaire sur le plan conceptuel, mais pas identique<sup>33</sup>.

4. Pour faciliter l'élaboration du tableau de bord sur la reprise, le Secrétariat a effectué une analyse comparative des données officielles disponibles et de celles du GWP sur le bien-être subjectif et la précarité financière afin de vérifier la précision de ces dernières. Globalement, une certaine cohérence est observable dans la représentation des évolutions de ces deux indicateurs. Les corrélations par paire entre

---

<sup>33</sup> EU-SILC : Un ménage peut avoir différentes sources de revenus et plus d'un membre du ménage peut y contribuer. Si l'on considère le revenu total de votre ménage, vous permet-il de joindre les deux bouts, c'est-à-dire de payer vos dépenses nécessaires habituelles ? ; GWP : Laquelle de ces phrases vous semble correspondre le mieux à votre sentiment concernant le revenu actuel de votre ménage : je vis confortablement avec mon revenu actuel ; je m'en sors avec mon revenu actuel ; je trouve difficile de m'en sortir avec mon revenu actuel ; je trouve très difficile de m'en sortir avec mon revenu actuel.

les niveaux des données Gallup et des statistiques officielles (de l'enquête EU-SILC) sont  $r=0.86^{***}$  pour la précarité financière et  $r=0.88^{***}$  pour le bien-être subjectif. Pour certains pays, cependant, il existe des différences entre les changements suivis par les deux mesures.

5. Le groupe de travail a conclu que les rapports sur les indicateurs fondés sur les données de l'enquête GWP dans le tableau de bord doivent être établis étant entendu que ces données présentent des insuffisances ; toute diffusion de leurs conclusions doit clairement et visiblement signaler ces limites ainsi que la source d'information. Pour améliorer l'exactitude, la fiabilité et l'actualité de ces données, il faudra résoudre progressivement les problèmes statistiques liés à l'utilisation des données du GWP, notamment en les remplaçant par d'autres données officielles lorsqu'elles seront disponibles.



## Appendice 3. Définitions et notes de données

### 1. Une reprise économique forte

#### Croissance du PIB

Produit intérieur brut, approche par les dépenses, taux de croissance basé sur des données en volume corrigées des variations saisonnières, une variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente, total et moyenne pondérée des 20 % de secteurs les plus performants et les moins performants. S'agissant de la ventilation sectorielle des données sur la valeur ajoutée, les données des États-Unis ne sont pas directement comparables car elles reposent sur une classification différente, à savoir le système de classification de l'Amérique du Nord, couvrant uniquement le secteur privé, et sont basées sur le système des prix du marché, incluant les contributions et les subventions.

#### Disponibilité et périodicité

Total	Trimestrielle	T1-2021	37 pays
	Trimestrielle	T4-2020	1 pays
Sectoriel	Trimestrielle	T1-2021	32 pays
	Trimestrielle	T4-2020	1 pays
	Données manquantes		États-Unis, Islande, Israël, Japon

Source : Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE

#### Indicateur hebdomadaire de l'activité de l'OCDE

L'indicateur hebdomadaire représente la différence en % du PIB entre une semaine donnée et la même semaine de l'année précédente.

Total	Hebdomadaire	27 juin 2021	Ensemble des pays de l'OCDE
-------	--------------	--------------	-----------------------------

Note : l'indicateur hebdomadaire de la croissance du PIB de l'OCDE fournit un indicateur haute fréquence en temps réel de l'activité économique à l'aide de données d'apprentissage automatique et de Google Trends. Il couvre un large éventail de pays de l'OCDE et du G20. L'indicateur hebdomadaire de l'activité est donc particulièrement bien adapté pour évaluer l'activité pendant la période de turbulence de la pandémie mondiale actuelle. Il fournit des estimations du taux de croissance en glissement annuel du PIB hebdomadaire. Il applique un modèle d'apprentissage automatique à un panel de données Google Trends pour 46 pays, et regroupe des informations sur les comportements de recherche liés à la consommation, aux marchés du travail, au logement, au commerce, à l'activité industrielle et à l'incertitude économique.

Source : Indicateur hebdomadaire de l'activité économique de l'OCDE, <https://www.oecd.org/economy/weekly-tracker-of-gdp-growth/>

#### Revenu disponible réel des ménages par habitant

Revenu disponible réel des ménages (corrigé de l'inflation) par personne, indice, 2007 = 100, corrigé des variations saisonnières

Note : les ménages incluent les institutions à but non lucratif au service des ménages, comme les clubs sportifs à but non lucratif, car ceux-ci ne peuvent pas être identifiés séparément dans tous les pays.

#### Disponibilité et périodicité

Trimestrielle	T4-2020	24 pays
	T1-2020	Japon

Données manquantes		Colombie, Corée, Costa Rica, Estonie, Islande, Israël, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, République slovaque, Suisse, Turquie. La Corée et la Turquie, en tant que pays du G20, se sont engagées à établir des comptes sectoriels trimestriels d'ici la fin de 2021. La Colombie a annoncé qu'elle publierait son premier jeu de données sur les comptes sectoriels trimestriels fin juin 2021.
--------------------	--	--

Source : tableau de bord économique des ménages de l'OCDE basé sur les Comptes nationaux

### Surmortalité

% de variation de la mortalité hebdomadaire par rapport au taux de mortalité moyen entre 2015 et 2019, hommes et femmes, moyenne mobile sur 3 semaines

Note : la déclaration du nombre de décès toutes causes confondues et COVID-19, en particulier pour les semaines les plus récentes, peut n'être que partielle et faire l'objet de révisions importantes. Les valeurs calculées de la surmortalité pour les semaines les plus récentes sont donc également sujettes à une révision importante.

#### Disponibilité et périodicité

Hebdomadaire	Semaine 18	33 pays (quelques pays ont un délai plus long)
Données manquantes		Corée, Costa Rica, Irlande, Japon, Turquie

Source : calculs de l'OCDE fondés sur les statistiques nationales de mortalité

### Dynamisme des entreprises

Nombre de créations et faillites d'entreprises, indice, 2007 = 100

Note : certains pays communiquent des données pour toutes les entreprises (constituées et non constituées en société), d'autres ne communiquent des données que pour les entreprises constituées en société. Afin de maximiser la couverture des pays, les deux sont combinés. Aucune comparaison de niveau ne doit être effectuée.

#### Disponibilité et périodicité

Trimestrielle	T4-2020	18 pays (Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède), faillites uniquement pour le Portugal
Données manquantes		21 pays

Source : Indicateurs de l'entrepreneuriat de l'OCDE actualisés

### Total des heures travaillées

Croissance du nombre d'heures annuelles travaillées, en glissement annuel

Note : dans la plupart des pays, les enquêtes sur la population active constituent la principale source d'information pour mesurer les heures effectives travaillées, mais plusieurs pays s'appuient exclusivement, ou également, sur d'autres sources de données, comme les enquêtes auprès des établissements ou des sources administratives. La Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux annuels constitue généralement la source directe d'information par défaut pour le total des heures travaillées. Néanmoins, on ne dispose pas pour un certain nombre de pays de longues séries chronologiques sur les heures travaillées. On utilise pour ces pays les estimations tirées des Perspectives de l'emploi de l'OCDE. Ces données sont tirées d'enquêtes annuelles sur la population active, complétées par des informations recueillies dans le cadre d'une enquête approfondie de l'OCDE adressée aux pays membres.

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2020	32 pays
	2019	2 pays
	Données manquantes	Colombie, Costa Rica, Islande, Turquie

Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité.

## 2. Une reprise économique inclusive

### Inégalités de revenu

Ratio quintile S80/S20 du revenu disponible des ménages

Note : la valeur la plus récente indiquée représente le dernier point de données disponible pour chaque pays après 2015. Les données plus récentes sont basées sur les nouveaux Termes de référence (TdR) de l'OCDE (série Vague 7). Les données de séries chronologiques comportent des ruptures méthodologiques et leur comparabilité est limitée.

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2019	Costa Rica
Annuelle	2018	22 pays
Annuelle	2017 ou 2016	11 pays
Annuelle	Plus ancienne	Japon, Nouvelle-Zélande, Turquie
Données manquantes		Colombie

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus

### Précarité financière

% de personnes déclarant trouver difficile ou très difficile de s'en sortir avec les revenus de leur ménage, hommes et femmes

Note : cet indicateur est basé sur des données non officielles. Les données jusqu'en 2019 sont présentées sous forme de moyenne mobile sur 3 ans, afin de lisser toute anomalie due à la taille limitée de l'échantillon. La valeur la plus récente est présentée seule afin de montrer les changements au cours de l'année 2020, mais ces chiffres doivent être interprétés avec prudence.

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2020	Ensemble des pays de l'OCDE
----------	------	-----------------------------

Source : Gallup World Poll

### Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre

Nombre de chômeurs, de personnes inactives qui souhaitent travailler et sont disponibles, mais qui n'ont pas cherché de travail au cours des 4 dernières semaines, plus les personnes employées qui travaillent moins d'heures qu'elles ne le souhaiteraient, en pourcentage de la population active, corrigé des variations saisonnières, hommes et femmes

Note : les données par sexe sont en cours de compilation en vue du lancement du tableau de bord au quatrième trimestre

#### Disponibilité et périodicité

Trimestrielle	T4-2020	33 pays
Trimestrielle	T4-2019	Allemagne
Données manquantes		Colombie, Corée, Costa Rica, Israël

Source : calculs de l'OCDE à partir des enquêtes nationales sur la population active

### Taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif

% de jeunes hommes et femmes (15-29 ans) qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation

Note :

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2020	32 pays
Annuelle	Plus ancienne	5 pays
Données manquantes		Corée

Source : calculs de l'OCDE à partir des enquêtes nationales sur la population active

### Faible niveau de satisfaction à l'égard de la vie

Part des personnes qui déclarent un niveau de satisfaction à l'égard de la vie de 4 ou moins sur une échelle de 0 à 10, hommes et femmes.

Note : cet indicateur est basé sur des données non officielles. Les données jusqu'en 2019 sont présentées sous forme de moyenne mobile sur 3 ans, afin de lisser toute anomalie due à la taille limitée de l'échantillon. La valeur la plus récente est présentée seule afin de montrer les changements au cours de l'année 2020, mais ces chiffres doivent être interprétés avec prudence.

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2020	Ensemble des pays de l'OCDE
----------	------	-----------------------------

Source : Gallup World Poll

## 3. Une reprise économique verte

### Énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique

Total, % de l'approvisionnement en énergie primaire

Note : les énergies renouvelables sont définies comme la contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement total en énergie primaire (ATEP). Les énergies renouvelables comprennent l'équivalent en énergie primaire des sources hydrauliques (à l'exclusion du stockage par pompage), géothermique, solaire, éolienne, marémotrice et houlomotrice. L'énergie dérivée des biocarburants solides, de la bioessence, des biodiesels, d'autres biocarburants liquides, des biogaz et de la fraction renouvelable des déchets municipaux est également incluse.

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2019	35 pays
Données manquantes		Chili, Lettonie, Lituanie

Source : base de données et statistiques World Energy Balances de l'AIE

### Émissions de GES

Tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, par habitant

Note : Les données se réfèrent aux émissions totales de CO<sub>2</sub> (émissions provenant de la consommation d'énergie et des processus industriels, production de ciment par exemple), de CH<sub>4</sub> (émissions de méthane provenant des déchets solides, de l'élevage, de l'extraction de houille et de lignite, des rizières, de l'agriculture et des fuites des gazoducs), le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O), les hydrofluorocarbures (HFC), les perfluorocarbures (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) et le trifluorure d'azote (NF<sub>3</sub>). Les données excluent le CO<sub>2</sub> indirect et les émissions ou absorptions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF).

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2018	32 pays
Annuelle	Plus ancienne	Chili, Colombie, Costa Rica, Israël, Mexique

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

### Occupation des sols

Superficie totale des terres végétalisées naturelles et semi-naturelles, indice, 2004 = 100

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2019	Ensemble des pays de l'OCDE
----------	------	-----------------------------

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

### Consommation intérieure de matières

Tonnes par habitant

Note : l'extraction intérieure utilisée (DEU) fait référence aux flux de matières premières extraites ou récoltées dans l'environnement et qui entrent physiquement dans le système économique pour une transformation ultérieure ou une consommation directe (elles sont utilisées par l'économie en tant qu'intrants de facteurs matériels). Les importations (IMP) et les exportations (EXP) sont des composantes majeures des indicateurs de flux directs de matières DMI (intrants matériels intérieurs) et DMC (consommation intérieure de matières). Elles ne peuvent être considérées comme une indication des besoins en ressources nationales. La consommation intérieure de matières (DMC) fait référence à la quantité de matières directement utilisée dans une économie, qui fait référence à la consommation apparente de matières. La DMC est calculée comme la DEU moins les exportations plus les importations.

*Disponibilité et périodicité*

Annuelle	2019	Ensemble des pays de l'OCDE
----------	------	-----------------------------

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

### Exposition à la pollution de l'air extérieur

Part de la population exposée à plus de 10 mg/m<sup>3</sup> de PM<sub>2.5</sub>

Note : personnes vivant dans des zones où les concentrations annuelles de particules fines de moins de 2.5 microns de diamètre dépassent la valeur de la directive de l'OMS sur la qualité de l'air de 10 microgrammes par mètre cube.

*Disponibilité et périodicité*

Annuelle	2019	Ensemble des pays de l'OCDE
----------	------	-----------------------------

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'environnement

## 4. Une reprise économique résiliente

### Investissement

Formation brute de capital fixe, monnaie nationale, prix courants, niveaux trimestriels, corrigés des variations saisonnières, indice, 2019 = 100

Note : La formation brute de capital fixe (FBCF) couvre à la fois l'investissement public et privé. Les actifs de propriété intellectuelle comprennent la recherche et le développement, les logiciels informatiques et les bases de données, ainsi que les œuvres originales de divertissement, littéraires et artistiques. Dans le cas de l'Australie, les données relatives à la FBCF par actif sont uniquement disponibles pour les investissements du secteur privé et excluent la formation de capital dans le secteur public.

*Disponibilité et périodicité*

Total	Trimestrielle	T1-2021	36 pays (tous sauf Mexique et Turquie)
Actifs de PI	Trimestrielle	T1-2021	32 pays (tous sauf Chili, Colombie, Japon, Mexique, Suisse et Turquie)

Source : Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE

### Accès des ménages à l'internet haut débit

Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile (%), total et régions de tête et de queue

Note : l'OCDE a classé deux niveaux d'unités géographiques au sein de chaque pays membre : les grandes régions (niveau territorial 2 ou NT2) composées de 394 régions, et les petites régions (niveau territorial 3 ou NT3) composées de 2 258 petites régions dans la zone OCDE.

*Disponibilité et périodicité*

Total	Annuelle	2020	25 pays
		2019	5 pays

		Plus ancienne	Australie, Canada, Chili, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande
		Données manquantes	Colombie, Costa Rica
Par région	Annuelle	2020	24 pays
		2019	Corée, États-Unis, Israël, Japon
		2018	Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Turquie
		Plus ancienne	Grèce, Islande, Luxembourg
		Données manquantes	Chili, Colombie, Costa Rica

Source : base de données de l'OCDE sur l'accès et l'utilisation des TIC et indicateurs régionaux sociaux et environnementaux

### Dettes du secteur institutionnel

Passif par secteur institutionnel, en % du revenu

Note : le ratio dette publique/PIB mesure la dette brute des administrations publiques en pourcentage du PIB aux prix du marché. La dette est calculée comme la somme des catégories de passif suivantes (le cas échéant) : droits de tirage spéciaux ; numéraire et dépôts ; titres de créance, prêts ; assurances, pensions et régimes de garantie standardisés, et autres comptes à payer. Les variations de la dette publique dans le temps reflètent principalement l'impact des déficits publics passés. La dette consolidée est indiquée pour les pays suivants : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Colombie, Espagne, États-Unis, France, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Turquie. La dette consolidée exclut les opérations entre deux unités du secteur des administrations publiques. Pour les autres pays de l'OCDE, les chiffres se rapportent à la dette non consolidée, c'est-à-dire la dette entre sous-secteurs. La dette des ménages est définie comme l'ensemble des engagements des ménages (y compris les institutions à but non lucratif au service des ménages) qui exigent des paiements d'intérêts ou de principal par les ménages aux créanciers à une date fixe dans le futur. La dette est calculée comme la somme des catégories de passif suivantes : les prêts (principalement les prêts hypothécaires et les crédits à la consommation) et les autres comptes à payer. L'indicateur est mesuré en pourcentage du revenu disponible net des ménages. La dette des sociétés non financières désigne la dette non consolidée des sociétés non financières en valeur de marché, en pourcentage du PIB.

#### Disponibilité et périodicité

Dette brute des administrations publiques	Annuelle	2020	Suisse
		2019	Colombie, Islande, Israël, Mexique, Nouvelle-Zélande
	Trimestrielle	T4-2020 ou plus récent	31 pays
		Données manquantes	Costa Rica
Endettement des ménages	Trimestrielle	T4-2020	20 pays
		Plus ancienne	4 pays
		Données manquantes	Colombie, Corée, Costa Rica, Estonie, Islande, Israël, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, République slovaque, Suisse
	Annuelle	2020	6 pays
		2019	22 pays
		2018	Chili, Colombie, États-Unis, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande
		Données manquantes	Costa Rica, Islande, Israël
	Trimestrielle	T4-2020 ou plus récent	30 pays

Dette des sociétés non financières		Données manquantes	8 pays
------------------------------------	--	--------------------	--------

Source : Base de données de l'OCDE sur les bilans financiers

### Confiance à l'égard des pouvoirs publics

Part des personnes déclarant faire confiance au gouvernement national, hommes et femmes

Note : cet indicateur est basé sur des données non officielles. Les données jusqu'en 2019 sont présentées sous forme de moyenne mobile sur 3 ans, afin de lisser toute anomalie due à la taille limitée de l'échantillon. La valeur la plus récente est présentée seule afin de montrer les changements au cours de l'année 2020, mais ces chiffres doivent être interprétés avec prudence.

#### Disponibilité et périodicité

Annuelle	2020	Ensemble des pays de l'OCDE
----------	------	-----------------------------

Source : Gallup World Poll

### Couverture vaccinale contre le COVID-19

Proportion de la population totale ayant reçu la totalité des doses prescrites par le protocole de vaccination

Note : cet indicateur est collecté par une source indépendante, à partir de données officielles émanant de sources publiques.

#### Disponibilité et périodicité

Mensuelle	Ensemble des pays de l'OCDE
-----------	-----------------------------

Source : Mathieu, E., Ritchie, H., Ortiz-Ospina, E. et al. *A global database of COVID-19 vaccinations*. Nat Hum Behav (2021), à partir de sources de données nationales.